LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

L.R. novembre 84 - Communiqué des C.C.C. contre deux centres politiques (CVP et PRL/PVV) / Déclaration de grève de la faim de Marina Da Silva et Frédéric Oriach / GFPI: La lutte armée comme stratégie et tactique (V) / Communiqué du Front Anti-Impéri--aliste en RFA / Interview de Ormaza, militant nationaliste basque (I) / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.



Communiqué des actions des Cellules Communistes Combattantes contre le siège du CVP et le centre politique Jean Rey/Paul Hymans.

Les 15 oct. 1984 et 17 oct. 1984 au matin, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué deux centres politiques et idéologiques du pouvoir bourgeois dans ce pays en faisant sauter le siège de la **Fondation Internationale Jean Rey - Centre Paul Hymans,** 39 rue de Naples à Ixelles, et le **secrétariat du C.V.P. pour l'arrondissement de Gent-Eeklo,** 214 Koning Albertlaan à Gand. Le choix particulier de ces deux partis bourgeois dans le cadre de notre *«Campagne anti-impérialiste d'octobre»* repose, outre la nature de ces partis, sur leurs fonctions gouvernementales.

S'il est sans doute inutile de présenter le siège-secrétariat du C.V.P. à Gand (arrondissement de Wilfried Martens) et la politique de ce parti, véritable fossile réactionnaire depuis sa création, il est peut-être plus intéressant de se pencher sur cette Fondation Jean Rey, institution politique et idéologique de l'Internationale libérale.

Cette institution a pour section belge le Centre Paul Hymans installé dans le même immeuble de la rue de Naples. Cette *«Fondation JR»* a vu le jour à l'instigation de gangsters notoires tels que, entre autres : Otto Graf Lambsdroff (ex-ministre ouest-allemand reconnu coupable de corruption), Gaston Thorn (ex-premier ministre luxembourgeois, ex patron de la CEE), et bien sûr, plus près de nous, Paul Hatry, Willy De Clercq, Herman De Croo... qui n'est certainement pas à présenter aux travailleurs dont l'emploi relève du ministère des communications ! **Nous dédions nos actions aux cheminots de Charleroi qui, il y a 13 mois, le 9 septembre 83 débrayaient, entraînant *«les grèves de septembre»*.**

Le véritable but (avoué par ailleurs) de cette fondation est d'être un centre de recherche et d'élaboration politique et idéologique d'un libéralisme combattif, de promouvoir cette doctrine bourgeoise. C'est donc en son sein que s'élabore et se coordonne le discours et l'orientation des partis libéraux d'Europe. Le Cercle Paul Hymans contribue, entre autres activités, à ce travail par la publication d'une revue bimestrielle Progrès (sic !), véritable concentré d'anti-communisme et d'apologie de l'exploitation maximale des travailleurs. Ce Cercle Paul Hymans compte, ou a compté, en son sein d'aussi sinistres ordures que Jean Gol (ministre de la justice et vice-premier ministre), Etienne Knoops (ministre de l'énergie), Raymond Pulinckx (ex-patron des patrons FEB), Jacques Solvay, Pierre Van Halteren (ex-bourgmestre de Bruxelles), Jan Van Offelen (bourgmestre d'Uccle, tiens ! un autre corrompu !), et bien sûr toujours le trio Hatry, De Croo et De Clercq... On se rendra donc facilement, à l'énoncé partiel de ses membres, de l'importance qu'a le Centre Paul Hymans dans la machine de guerre libérale et même plus généralement dans l'offensive idéologique de la bourgeoisie. Notons, pour terminer, que l'immeuble de la rue de Naples abrite une série d'institutions des PRL/PVV puisqu'on y trouve également les *«Vlaamse liberale vrouwen»*, DELI-PRO (organisation de jeunesse libérale), et diverses organisations *«sociales»* du PRL.

Nos attaques de ces deux dernières nuits contre le secrétariat du C.V.P. et contre la Fondation Jean Rey - Centre Paul Hymans sont principalement motivées, comme nous l'avons déjà souligné et au delà d'une heureuse subjectivité dans le coup porté à ces arrogants partis, par leurs fonctions gouvernementales. Aujourd'hui, les sociaux chrétiens et les libéraux sont partis de gouvernement, c'est-à-dire fonctions et instruments de la domination capitaliste dans ce pays (et à l'extérieur), ce que nous vivons à travers la crise, la politique d'austérité, la paupérisation, et le bellicisme impérialiste. En d'autres mots, ce gouvernement de l'Etat bourgeois n'est là que pour tenter de faire peser sur les épaules des travailleurs toute la faillite de ce système en espérant ainsi lui accorder un nouveau sursis ! Cette course folle pour échapper à la noyade qu'instaure la bourgeoisie internationale ne peut la mener, plongée comme elle l'est dans la plus grave crise de son histoire, qu'à l'échéance de la guerre.

Nous avons déjà sommairement expliqué dans les communiqués de nos actions contre les multinationales de la guerre – première phase de notre campagne – pourquoi la crise du système capitaliste que nous vivons maintenant est crise de surproduction et donc pourquoi toutes les attaques incessantes contre nos conditions de vie menées par la mafia Martens-Gol révèlent plus clairement que jamais l'impérieuse nécessité pour les travailleurs du monde entier de se débarrasser à jamais de ce mode de production périmé, *«ce monstre mangeur d'homme»*.

Se battre pour se débarrasser de ce mode de production, cela signifie aussi détruire les rouages nécessaires à son fonctionnement, les structures qui permettent à la bourgeoisie de perpétuer son exploitation et son enrichissement. **Concrètement cela signifie travailler à la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, du gouvernement de cet Etat et de l'ensemble de l'appareil politique constitué à la seule fin de maintenir la domination de la bourgeoisie.**

Engels : *«La société antérieure (au communisme), évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'organisation de la classe exploiteuse pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, Etat des citoyens propriétaires d'esclaves, au moyen-âge, de la noblesse féodale, à notre époque, de la bourgeoisie»*.

Et Lénine : *«L'Etat est un "pouvoir spécial de répression". Cette définition admirable d'Engels est énoncée ici avec la plus parfaite clarté. Et il en résulte qu'à ce "pouvoir spécial de répression" exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, doit se substituer un "pouvoir spécial de répression" exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que constitue la "suppression de l'Etat en tant qu'Etat". Et c'est en cela que consiste "l'acte" de prise de possession des moyens de production au nom de la société»*.

Cet Etat (comme aujourd'hui l'état belge), ce gouvernement et tout l'appareil politique de la société bourgeoise sont donc des forces situées, non pas au-dessus de la société et des contradictions de classes, mais du côté des exploiteurs contre les travailleurs de ce pays et du monde entier. L'Etat et sa clique de larbins ne sont plus que les gestionnaires des intérêts du capital, valets inféodés aux multinationales et aux holdings quand ils ne sont pas complètement confondus.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le programme électoral du PRL qui, en 1981, s'engageait à rétablir (pourquoi rétablir ?) *«la souveraineté de l'Etat»* : il s'agit de son engagement vis-à-vis des multinationales et de l'OTAN à faire régner la politique d'austérité à travers les pouvoirs spéciaux tout en préparant *«la politique du rationnement et du cimetière»* aux dépens des travailleurs et aux grands profits de la Société Générale.

Est-il nécessaire de présenter aux travailleurs et aux travailleuses de ce pays le bilan catastrophique de la gestion de Martens 5 ? Ce n'est certainement pas la manipulation des chiffres du chômage, la manipulation de l'index et les discours ronflants d'une bande de margoulins qui changeront quoi que ce soit à la réalité que nous vivons tous les jours ! Bien au contraire, alors que les économistes bourgeois développent et ressassent des contes de fées sur la reprise économique, c'est quotidiennement que l'on connaît de nouvelles fermetures d'entreprises, de nouveaux licenciements, des pertes de primes et d'autres acquis

sociaux sous les menaces, une détérioration permanente de notre cadre de vie. Les sociologues intéressés se penchent avec curiosité sur le phénomène des *«nouveaux pauvres»*, des victimes de la crise, comme sur un nouveau gadget ! Cela a assez duré ! La misère, la guerre, le désespoir dans l'avenir, nous n'en voulons pas. Nous voulons un autre monde et nous nous battons pour lui.

Mais ce n'est pas rien qu'au niveau national que sévit Martens 5, indissociablement de la gestion capitaliste ici il est partie prenante de l'organisation impérialiste mondiale, et cela à tous les niveaux : politique, économique, policier et militaire. Que ce soit à travers les manifestations les plus évidentes de collaboration avec les tyrans et fantoches Mobutu, Botha ou Duarte, que ce soit au niveau contre-insurrectionnel où ce gouvernement apporte une importante contribution à l'Europe des flics avec l'extradition des militants basques vers l'Espagne *«socialistes»* où les révolutionnaires meurent toujours sous la torture, que ce soit dans ses relations privilégiées avec la Turquie fasciste de l'OTAN via Evren, que ce soit à travers l'installation des 48 missiles Cruise ou la réalisation d'un vaste programme d'armement (jeeps, obusiers, hélicoptères de combat, radios, avions, camions etc...) l'Etat belge est bien compromis avec tous les crimes de l'impérialisme. Désarticuler cet Etat, briser et anéantir ses forces de domination sociale est, pour tous les communistes, un devoir.

Nos deux dernières interventions, et plus particulièrement celle dirigée contre les managers de l'internationale libérale au sein de la Fondation Jean Rey nous permet d'insister à propos d'un point particulièrement crucial pour le mouvement ouvrier et anti-capitaliste. C'est l'offensive idéologique massive lancée par la bourgeoisie contre l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, d'autant plus désemparés et exposés que la dégénérescence de la politique et de la pratique révolutionnaire est devenue une ligne de conduite et un programme pour toutes les organisations révisionnistes qui encombrent ce pays. Cette offensive idéologique de la bourgeoisie est pour elle capitale quant à sa survie et les préparatifs de guerre; combattre sur ce terrain s'impose sans détour. Les grandes lignes de cette offensive sont l'anti-communisme, l'affirmation de la seule alternative dans l'économie de marché, la négation des contradictions et de la lutte des classes etc...

Ce discours, et sa démarche de propagande politique, de la bourgeoise régnante, à donc comme leitmotiv : *«il n'y a pas d'autre alternative que l'austérité pour dépasser la crise économique»*. L'absolu manque de perspectives des partis réformistes et révisionnistes, lié dialectiquement à la fermeté tatchéro-criminelle avec laquelle ce gouvernement écrase les luttes ouvrières ont fini par donner un poids réel à ces fumisteries de *«retours à la compétitivité»* (alors que la Belgique se trouve maintenant dans le peloton de tête de la CEE) et de démantèlement des services publics (par lequel il faut comprendre réduction des budgets sociaux et extension des budgets militaires).

Face au désarroi politique de bon nombre de travailleurs qui ont été depuis trop longtemps trompés par leurs organisations syndicales ou par les partis réformistes, et devant de légitimes inquiétudes quant à l'avenir, l'idéologie réactionnaire et agressive libérale peut trouver un certain écho. C'est dans ce sens que les PRL/PVV sont appelés aujourd'hui à être la dynamique idéologique de la collaboration de classe et à détourner le plus grand nombre de travailleurs d'une juste lutte sociale pour en faire les dupes de l'histoire. Est-il nécessaire de souligner la force des idéologies petites-bourgeoises, principalement racistes, concurrentes et égoïstes, et fondamentalement anti-comunistes dont les PRL/PVV se font les champions ? Est-il nécessaire de rappeler que pour mener la guerre impérialiste, la bourgeoisie aura besoin, comme lors des deux grands conflits mondiaux – ou comme dans sa guerre permanente contre les peuples – de dresser des prolétaires contre leurs frères de classe ?

Devant cette situation, il est nécessaire de se placer sur le terrain théorique et idéologique pour replacer le marxisme-léninisme à sa juste place : à la tête du mouvement révolutionnaire! Mais si cela est vrai et important, il serait faux de se cantonner à ce seul terrain. Ceux qui prétendent mener une politique révolutionnaire en limitant leurs tâches à des travaux de réflexion, d'élaboration théorique (même parfois très correcte), et à une pratique de propagande pour elle-même, se rendent coupable d'escroquerie ! Car la tâche des révolutionnaires, aujourd'hui sans aucun doute, est double et ne peut se passer d'une de ses composantes : mener la recherche et le combat théorique, politique, idéologique et de propagande d'une part, et organiser concrètement les luttes sociales dans une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire les organiser dans le cadre de l'internationalisme prolétarien avec le but de la prise du pouvoir politique et économique par la classe ouvrière.

Car voilà la perspective qui manque aujourd'hui au mouement ouvrier et aux révolutionnaires, qui semble s'éloigner alors que les conditions historiques n'ont jamais été aussi favorables, que les révisionnistes et les déviationnistes tentent de masquer à jamais alors qu'elle est de plus en plus d'actualité : *«La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la DOMINATION POLITIQUE du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses»*. Et Lénine souligne encore : *«Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes»*.

Nous voulons terminer notre communiqué sur une petite parenthèse qui a son importance. Certains ont voulu trop rapidement enfermer le combat des Cellules Communistes Combattantes dans le choix de nos premiers objectifs, alors que ceux-ci avaient été choisis dans le cadre de la première phase de notre *«Campagne anti-impérialiste d'octobre»*. L'attaque des préparatifs de guerre de l'impérialisme et de l'OTAN, à travers des sociétés fructifiant dans les contrats d'armements de ces projets (et spécialement celles responsables des programmes Cruise et Pershing II), ne recouvre en aucun cas l'ensemble de notre perspective de combat politique ! Nous ne sommes pas des pacifistes béats – même radicaux – justiciant d'odieux marchands de canons... Nous sommes des cellules communistes traçant dans ce pays une perspective politico-militaire pour une réelle politique révolutionnaire: c'est-à-dire une politique visant à renverser l'ordre impérialiste pour construire une société nouvelle, la société communiste.

CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE,
LA GUERRE CIVILE !
ORGANISONS-NOUS ET FRAPPONS SANS RELÂCHE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION COMBATTANTE DES PROLÉTAIRES, EN AVANT VERS LA RÉVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES,
Pour la construction de L'Organisation Combattante des Prolétaires

RÉFLEXIONS D'ACTUALITÉS :

LA BOURGEOISIE ET LES RÉVISIONNISTES ONT PEUR DE NOTRE POLITIQUE, OU LE G.I.A. JUSTIFIE SES SUBSIDES

Nous avons entendu au JT d'hier soir qu'un soi-disant *«premier commando delta»* nous volait la responsabilité de notre attaque contre la Fondation JR et le Centre Paul Hymans. Il va de soi que nous avons, dans un premier temps, été surpris, et qu'ensuite nous en avons bien ri ! Seulement, cela ne prête pas qu'à rire car cela n'est pas innocent : nous allons nous expliquer à ce sujet.

Qui peut avoir intérêt à répandre ces mensonges et dans quels buts ? Nous sommes apparus, en tant que forces politico-militaires le 2 octobre. Nous avons mené jusqu'à ce jour 5 actions et nous nous sommes longuement – mais encore trop incomplètement – expliqués quant à la ligne politique et l'identité qui nous guident. C'est de cela que la bourgeoisie et les révisionnistes ont peur. Pas tellement de nos 5 attentats, nous pourrions en mener 10 fois plus que ce n'est pas cela qui ébranlerait fondamentalement ce système, non, ce dont ils ont peur c'est de notre discours, en ce qu'il remet les choses à l'endroit, qu'il pose les questions de la meilleure façon : dans la vérité et dans une position prolétarienne. En bref, ils savent que beaucoup de gens se retrouvent dans notre combat, pensent que nous avons raison et se réjouissent des coups portés aux exploiteurs.

C'est de cela qu'ils ont peur, que la politique révolutionnaire secoue le train-train quotidien d'un théâtre de marionnettes où les riches restent riches – et même s'enrichissent de plus en plus – et où la majorité, les exploités, crèvent sans espoir de lendemain, tout cela dans les ronds de jambes, le respect des conventions et des bonnes manières, du *«jeu démocratique»* et des farces électorales ! La bourgeoisie a peur de notre politique parce que celle-ci n'est pas de soumission et de collaboration, mais de révolte et d'espoir ! Les révisionnistes ont peur de notre politique parce que celle-ci les dénonce, tout radicaux qu'ils puissent être parfois dans leurs discours, comme de parfaits faux-jetons dont le seul objectif est de se garantir autorité et respectabilité au sein de leur groupuscule.

Nous pensons donc, et peu importe qui tenait la plume, que cette fausse revendication (qui ne sera certainement pas la dernière), fait le jeu de la bourgeoisie et de ses larbins... tout en rejoignant les intérêts objectifs des P«C»B et autres «PTB».

C'est souvent la ficelle la plus grosse qui a le plus de chance de marcher, et celle d'une revendication émanant d'un commando fasciste est plus qu'efficace pour plusieurs raisons.

Un sentiment réel et très louable d'anti-fascisme est ancré chez bon nombre de travailleurs et de travailleuses. Compris dans l'optique de la lutte des classes, c'est un sentiment louable que la bourgeoisie tente d'exploiter en semant la confusion dans l'information.

Mais *«l'anti-fascisme»* est aussi un sentiment dénaturé, démocratique bourgeois, chez beaucoup, c'est-à-dire qu'il ne recouvre que le rejet des formes les plus violentes et les plus brutales de la dictature bourgeoise. Il est alors une combine de collaboration de classes, car il ne vise qu'à l'aménagement du rapport de domination. En bref : *«travaille et crève sans protester ou je sors mes gendarmes pour te mettre au pas»*, c'est la grande alternative démocratie-fascisme vis-à-vis de laquelle la petite bourgeoisie qui ne veut pas d'ennuis se fout complètement – et profite – de ceux des autres.

C'est sur ce deuxième point que l'offensive de manipulation de l'opinion publique va se

développer : *«Regardez, même si ce sont les Cellules Communistes Combattantes qui ont mené les attentats contre les PRL/PVV, ils ont les mêmes intérêts que les fascistes, nous l'avons toujours dit, les "extrêmes" se ressemblent, unissons-nous autour de la démocratie (bourgeoise) et la gendarmerie vous sauvera».* Cela va même déjà plus loin : cette revendication delta (qu'un enfant de 5 ans jetterait à la poubelle avec mépris mais que Georges Moucheron – nous comprenons sa douleur – nous exhibe à tort et à travers) est l'œuvre selon l'interview d'une graphologue au même JT, d'un *«instable, irrationnel...»* en bref de quelqu'un *«capable de mener des attentats* (sic !)». Continuons à grands pas dans cette logique et fine psychologie de sarmalux, et nous déclarerons que tous les combattants communistes sont des désaxés...

Tout cela n'est hélas pas très nouveau, dans tous les pays où les communistes révolutionnaires assument leurs tâches historiques, les états, les flics et les collaborateurs s'entendent à merveille pour diffâmer, calomnier, dénaturer l'offensive dans la lutte des classes. Les nazis traitaient les résistants de terroristes, au Vietnam l'Armée Révolutionnaire nous était présentée comme des bandes de rebelles et de pillards, en Algérie les combattants du FLN étaient considérés comme des *«terroristes»* par les porcs colonialistes... et il y a des centaines d'autres exemples. Aujourd'hui, contre les révolutionnaires en Italie, en Espagne, en RFA, en Turquie, en Grèce, et maintenant en Belgique, la bourgeoisie et ses collaborateurs révisionnistes sont unis par une même pratique : le mensonge et la tromperie, parce qu'ils ont peur de la vérité, peur de la lumière et de l'espoir que soulèvent nos combats.

Pour l'anecdote, nous terminerons en disant que nous avons déjà entendu parler d'un commando delta, émanation criminelle des services de police français, responsable de l'assassinat du militant tiers-mondiste Henri Curiel... faut-il en déduire que la police belge n'est qu'une émanation de la PJ française puisque *«la technique et le vocabulaire de ces terroristes (réels) coïncident parfaitement ?»*.

Un dernier point plus sérieux : lors de notre action contre la Fondation JR, Centre PH, la revendication ne s'est pas faite directement par écrit pour la raison qui est évidente aujourd'hui, nous voulions joindre les deux attaques contre l'appareil gouvernemental de l'Etat bourgeois. Il n'en fallait pas plus pour que les flics exploitent directement ce changement aux habitudes. Il nous semble donc que par rapport à ces pratiques de désinformation les rédactions devraient faire preuve d'intelligence et d'honnêteté, en tout cas certainement de prudence avant de se jeter sur ces conneries comme des chiens sur un os.

Nous avons rédigé rapidement cette lettre et elle est certainement fort incomplète. Nous nous adresserons plus tard aux camarades, aux militants du mouvement ouvrier que les organisations révisionnistes trompent tous les jours. Nous savons que la haine que nous portent leurs dirigeants est à la mesure de la crainte qu'ils ont d'être dénoncés comme les complices objectifs des exploiteurs.

Et puis notre réponse ne serait pas complète si elle n'était pas liée à la pratique. Donc ce matin du 17 octobre nous avons attaqué le siège du CVP... (à suivre)

Que vont donc encore inventer la G.I.A. et les dirigeants révisionnistes à ce sujet ?

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES,
pour la construction de l'Organisation combattante des prolétaires

Déclaration de grève de la faim de Marina Da Silva et de Frédéric Oriach.

A Marrakech, Safi, Essaouira, des dizaines de prisonniers marocains ont repris leur grève de la faim pour obtenir le statut de détenus politiques.

Ils sont en prison pour avoir porté le cri de révolte et d'espoir d'un peuple opprimé qui s'insurge. En prison ils prolongent ce cri du peuple, leur grève est refus de vivre à genoux. Fils du peuple, ils disent la soif de tous à la liberté et à la dignité. Trois de ces combattants sont morts cet été en grève de la faim. Assassinés par Hassan II, le fidèle serviteur de l'impérialiste Mitterrand.

En Irlande, des dizaines de patriotes révolutionnaires ont mené une grève de la faim pour l'obtention du statut de détenus politiques. Ils disaient là la même soif de dignité que nos frères marocains, palestiniens, ou d'ailleurs encore. Filles et fils du peuple d'Irlande, ils poursuivaient en prison l'héroïque résistance qui chassera de la terre d'Irlande l'occupant anglais.

BOBBY SANDS et neuf autres combattants sont alors morts en grève de la faim. Assassinés par Thatcher, fidèle amie et complice de l'impérialiste Mitterrand.

DEPUIS LE 25 SEPTEMBRE 1984, NOUS, MARINA DA SILVA ET FRÉDÉRIC ORIACH, SOMMES EN GRÈVE DE LA FAIM POUR L'OBTENTION DU STATUT POLITIQUE

MARINA DA SILVA, militante politique révolutionnaire, subit une condamnation à trois ans de prison pour avoir détenu un tract revendiquant l'attaque du Musée de la Légion d'Honneur par un groupe anti-impérialiste protestant contre les interventions militaires extérieures du gouvernement français, et pour avoir transporté un simple cocktail Molotov, en 1981, au sein d'un groupe de femmes féministes révolutionnaires.

FREDERIC ORIACH est détenu depuis deux ans, subissant une peine de cinq ans de prison pour délit d'opinion, les seuls et uniques faits lui étant reprochés consistant en ses écrits en faveur du peuple palestinien.
Comme au Maroc, en Palestine, en Afrique du Sud, en Irlande, comme partout dans le monde où des humains se lèvent pour la libération, comme partout où des femmes et des hommes se dressent pour la révolution, comme tous les prisonniers politiques du monde nous demandons le statut de détenus politiques.
Ce statut existe depuis toujours en France, appelé RÉGIME SPÉCIAL, son contenu est défini dans la loi par les articles D.493 et D.494 du code de procédure pénale. Un certain nombre d'autres prisonniers politiques en bénéficient d'ailleurs déjà.

Nous savons que les socialistes au pouvoir veulent cacher l'existence des prisonniers politiques, alors que ceux-ci sont de plus en plus nombreux en France. Mais il ne faut pas compter sur nous pour entretenir le silence, car nous n'avons pas choisi d'être jetés en prison, uniquement à cause de notre identité politique et de notre expression, tandis que les assassins racistes sont remis en liberté, que les auteurs de *«ratonnades»* nazies contre les travailleurs arabes ou noirs ne sont pas inquiétés, que les

flics tueurs, assassinant froidement des jeunes désarmés, sont félicités.
Ils veulent nier l'existence des prisonniers politiques parce qu'ils veulent étouffer nos voix sous le béton des prisons et le plomb des années.

ILS VOUDRAIENT NOUS FAIRE TAIRE.
Ils veulent nous faire taire quand ils livrent aux tortionnaires espagnols des patriotes basques représentant le combat de tout un peuple.
Ils veulent nous faire taire quand la France est à la pointe du colonialisme et de l'impérialisme, menant occupations et agressions perpétuelles contre les peuples d'Afrique, du Moyen-Orient, des Antilles, du Pacifique. Restant ainsi parfaitement fidèles à ce qu'a toujours été la politique des socialistes français : ce sont eux qui assassinèrent en masse et torturèrent systématiquement en Algérie, au Vietnam, à Madagascar et ailleurs.
Ils veulent nous faire taire, parce que la misère s'étend en France d'une façon jamais vue jusqu'à présent.
Ils veulent nous faire taire pendant leur grande offensive contre les travailleurs qui se trouvent et se trouveront jetés à la rue par centaines de milliers.
Ils veulent nous faire taire quand le racisme se fait système de gouvernement. Quand l'esprit petit-blanc le plus puant d'imbécile prétention et de haine contre les autres peuples est soigneusement entretenu et s'étend comme un cancer sur ce pays à la dérive.
Ils veulent nous faire taire quand la France, sous la conduite de l'impérialiste Mitterrand, ennemi le plus acharné des exploités de ce pays comme de tous les peuples opprimés, est dans le monde entier le bras droit de l'impérialisme américain. Quand la France est dirigée par un groupuscule sioniste faisant de ce pays la principale base arrière de l'invasion sioniste contre la terre arabe de Palestine. Quand la France, grâce aux socialistes, obéit au doigt et à l'œil au lobby sioniste pour combattre les peuples arabes, déchaîner le racisme et le fascisme contre les Arabes de France, agresser hystériquement toute parole évoquant ici l'espoir palestinien (au point même d'emprisonner ceux qui écrivent leur fraternité avec le peuple palestinien).
Ils veulent nous faire taire quand le dirigeant sioniste et ministre Badinter, hypocrite et perfide, organise systématiquement le remplissage accéléré des prisons par la justice de classe à ses ordres, entassant 42.000 prisonniers dans l'arbitraire et la permanente violation de la dignité humaine : prisonniers de droit commun qui sont ces prolétaires que les bourgeois ont réduit à la misère la plus totale afin d'amasser toujours plus de profits pour s'engraisser sur le dos des pauvres.

Alors, nous, prisonniers politiques révolutionnaires au service du peuple, nous demandons le statut politique parce que notre identité l'exige. Parce que nous ne nous tairons jamais et que même la mort ne nous fera pas taire car alors d'autres sans cesse porteront le même appel.
Nous témoignons de ceux qu'on enchaîne. C'est ainsi que Marina DA SILVA lie notre lutte pour le statut politique à la juste lutte revendicative des prisonnières de Fleury-Mérogis. Par ce fait, Marina DA SILVA adresse aussi notre solidarité aux prisonniers de droit commun ou politiques actuellement en grève de la faim pour leurs légitimes revendications.
Nous témoignons de l'unité des conditions, des espoirs et des volontés, par-delà les frontières, dans notre indissoluble fraternité avec nos sœurs et frères du Maroc, de Palestine, de Turquie et du monde entier, emprisonnés pour leur combat, notre combat, le combat universel pour la libération.
Nous témoignons de ce qu'il est possible à tous et à chacun d'exiger de vivre une vie digne d'être vécue. Aujourd'hui que les temps sont de désespérance, nous voulons témoigner que notre humaine fragilité, aiguisée encore sous l'étau d'acier et de béton qui voudrait nous nier, peut être puissance de force claire pour servir la vérité. Nous voulons témoigner par la mise en risque de notre vie que l'espoir est possible, que la dignité se conquiert et qu'il ne dépend que de chacun de se lever, d'arracher la justice qui lui est refusée, à mains nues ou l'arme au poing, d'avancer le front haut levé.

Notre grève de la faim est un moment de notre combat contre l'impérialisme, contre le sionisme et le racisme, notre combat communiste pour la libération et la dignité, pour la Révolution, notre combat universel et de toujours parce que la Palestine est partout !
En cela notre gève de la faim, où se risque la survie pour que se gagne la vie, est un témoignage que nous lançons à ceux qui sauront l'entendre.
En Fedayins nous vaincrons.

le 10 octobre 1984

MARINA DA SILVA	FREDERIC ORIACH
prisonnière politique	prisonnier politique
29748	1/88
M.A.F. Bonne Nouvelle	42, rue de La Santé
1, rue de la Motte	75014 Paris
76038 ROUEN cedex	

NOTE DES ÉDITEURS

Au moment de clôturer ce numéro, nous apprenons que ces deux camarades ont arrêté momentanément leur grève.

Nous décidons quand bien même de publier ce texte car c'est un moment de leur lutte, et du mouvement des grèves de la faim en général.

Guérilleros Fedayins du Peuple Iranien: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.

LE PARTI ET LA GUÉRILLA,
LE POLITIQUE ET LE MILITAIRE

Nous réfutions les points de vue de Debray sur la relation entre le parti et la guérilla, le politique et le militaire. D'une part, nous étions confrontés à l'insistance de Mao et de Giap sur le rôle dirigeant du parti communiste dans la lutte armée populaire et d'autre part, Régis Debray nous disait que l'avant-garde n'était pas nécessairement le parti marxiste-léniniste, que la force de guérilla était l'embryon du parti, que la guérilla elle-même était le parti. De cette contradiction, nous avons donc déduit que la thèse de Debray était une déviation des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Mais nous avons montré dans les lignes précédentes que ce n'était pas ainsi, et nous avons vu que le problème n'était pas de nier le rôle de l'avant-garde marxiste-léniniste mais qu'il concernait les formes d'organisation et d'action révolutionnaires grâce auxquelles seule l'avant-garde peut accomplir ses tâches et se transformer en véritable avant-garde du peuple. Mais quelles sont cette organisation nouvelle et cette action nouvelle ? Et pour quelles raisons sont-elles devenues nécessaires ? Avant toute chose il faut noter que la thèse de Debray s'appuie fondamentalement sur cette vérité selon laquelle le facteur de la survie de la domination impérialiste est principalement la machine répressive militaire et violente et que les méthodes du maintien de cette domination ont non seulement rendu toute forme de lutte réformiste sans importance, mais aussi impossible. Debray croit que le développement du mouvement révolutionnaire a atteint la phase où l'anneau principal de la lutte révolutionnaire en Amérique latine est actuellement formé par le problème de la conquête du pouvoir politique, le problème de la destruction de la colonne vertébrale de la domination impérialiste, c'est-à-dire l'armée. Il dit donc : «*Aujourd'hui en Amérique latine, une ligne politique qui ne peut pas s'exprimer, sur le plan de ses effets, dans une ligne militante cohérente et précise, ne peut pas être tenue pour révolutionnaire : toute ligne prétendue révolutionnaire doit pouvoir apporter une réponse concrète à la question : comment renverser le pouvoir d'état capitaliste ? C'est-à-dire, comment casser son squelette, l'Armée, de jour en jour renforcée par les missions militaires nord-américaines ?*» (*Révolution dans la Révolution*, Régis Debray, Editions MASPERO, page 123). Ainsi, si quelqu'un n'envisage pas ce problème sérieusement et évite de le résoudre, il n'est pas révolutionnaire même s'il accepte la nécessité de la lutte armée en paroles.

C'est là que se pose la thèse fondamentale de Debray, une thèse sur laquelle nous devons nous pencher plus que jamais : quelle est la voie de la révolution ? Est-ce le parti qui doit commencer la lutte armée ou est-ce la lutte armée elle-même qui, au cours de son élargissement et de son évolution, et devenant de plus en plus populaire, créera l'organe qui sera capable de diriger sur tous les plans la lutte révolutionnaire des masses ? Est-ce le parti qui doit préparer les conditions pour la lutte armée ou bien les conditions subjectives apparaîtront dans la lutte armée elle-même ? Les efforts doivent-ils être dirigés vers la création ou la consolidation du parti ou bien vers la préparation pratique de la lutte armée ? Debray dit : «*Cette question a trouvé une réponse classique dans l'histoire du marxisme et dans l'histoire tout court. Réponse si bien établie que seul le fait de poser la question sous cette forme semble a beaucoup une hérésie. C'est le parti qu'il faut d'abord fortifier, car c'est lui le créateur et le noyau dirigeant de l'Armée Populaire. Seul le parti de la classe ouvrière peut créer une véritable armée du peuple, garant d'une ligne politique scientifiquement fondée, et conquérir le pouvoir au profit des travailleurs*». (*Révolution dans la Révolution*, Régis Debray, Editions MASPERO, page 181).

Ceci est la réponse de ceux qui n'acceptent la nécessité de la lutte armée qu'à une certaine phase et comme un moyen entre autres. Bien sûr ni la parole des réformistes qui mettent en doute la nécessité de la lutte armée a du poids et ni la nécessité d'y répondre est urgente. Mais sur quelle base repose l'argument de ceux qui croient à la priorité du parti sur la lutte armée, du politique sur le militaire ? Debray présente leurs arguments en deux parties :

« *"l'Orthodoxie théorique" : il ne s'agit pas de détruire une armée adverse, mais de s'emparer du pouvoir d'état afin de transformer la structure sociale. Le pouvoir d'Etat bourgeois a son niveau propre (= superstructure politique, juridique, constitutionnelle, etc.), il ne se confond pas avec son appareil répressif... il appartient aux représentants des classes exploitées et de leur avant-garde, la classe ouvrière, de mener ce combat politique jusques et y compris sous sa forme armée, la guerre civile révolutionnaire. Or une classe se fait représenter par un Parti politique, et non par un instrument militaire; le prolétariat par le Parti qui détient son idéologie de classe, le marxisme-léninisme. Seule, la direction de ce parti peut défendre scientifiquement ses intérêts de classe.*

En effet, s'il s'agit d'intervenir sur l'ensemble de la formation sociale, il faut détenir la connaissance scientifique de la société dans la complexité de ses différents niveaux (politique, idéologique, économique, etc.) et de son développement. C'est seulement à cette condition qu'il est possible de mener une lutte globale, à tous les niveaux, et la lutte militaire n'est qu'un niveau d'intervention parmi d'autres, qui n'a de sens qu'à l'intérieur d'une intervention globale, à tous les niveaux, des forces populaires contre la société bourgeoise. Seul le Parti ouvrier, sur la base d'une interprétation scientifique de la formation sociale et d'une conjoncture donnée, peut décider des mots d'ordre, des objectifs, des alliances requises à un moment donné. Bref déterminer le contenu politique et la fin à poursuivre, dont l'armée populaire n'est qu'un instrument d'exécution». (*Révolution dans la Révolution*, Régis Debray, Editions MASPERO, page 183).

Comme nous l'avons montré, juste à un moment où la difficulté réside non pas dans la théorie mais dans la pratique, où le problème brûlant qui se pose n'est pas la connaissance de la société mais sa transformation, et bref, au moment où le fond du problème consiste à trouver les formes d'action et d'organisation au moyen desquelles il faut faire la révolution, nous nous trouvons face à ces paroles. Cela n'est-il pas le signe d'une erreur fondamentale dans la compréhension de la différence entre la forme et le contenu, et du fait que le parti politique en tant que forme particulière d'organisation, est lui-même un instrument ? Juste au moment où l'armée répressive est le facteur de la survie de la domination impérialiste, n'est-ce pas une forme de retraite politique que de dire que le problème principal n'est pas la destruction de l'armée mais la conquête du pouvoir d'état [12].

Dans des conditions où il faut déterminer précisément quelles formes d'action et d'organisation il faut choisir pour la lutte, n'est-ce pas une sorte de réformisme que de fuir la définition de la forme principale d'action ? Bien sûr, il est vrai que «*l'important c'est la conquête du pouvoir d'Etat*», mais dans les conditions actuelles, la condition fondamentale et nécessaire de la conquête du pouvoir d'Etat est la confrontation avec l'armée et la force répressive de l'Etat impérialiste et sa destruction. La question n'est pas que la lutte armée soit une des formes variées de la lutte qui devient nécessaire dans des conditions particulières et avec des préparatifs spéciaux, mais que la lutte armée est cette forme de lutte qui constitue la base d'une lutte globale et c'est seulement sur la base de cette lutte que les autres formes variées de la lutte deviennent nécessaires et utiles. Le problème est que cet organe de lutte de classe du prolétariat que l'on peut appeler le parti, l'organe qui soit réellement l'avant-garde du peuple, et réellement capable de diriger la lutte des masses sur tous les plans, ne peut se constituer qu'au sein même de la lutte armée.

Debray dit : «*... Il n'y a donc pas d'équivalence méthaphysique Avant-garde = Parti marxis-*

te-léniniste» (*Rév. dans la Rév.*, R. Debray, Ed. MASPERO, page 184). Ici, il ne s'agit pas de nier le contenu d'un parti d'avant-garde marxiste-léniniste, mais il est question d'une forme spéciale d'action et d'organisation, et ainsi, l'équivalence Parti marxiste-léniniste = Avant-garde, qui d'une part représente le contenu et de l'autre la forme, est nécessairement une équivalence concrète et historique et non point immuable et perpétuelle. C'est seulement dans des conditions particulières historiques que des formes spéciales sont nécessaires pour un même contenu. Ainsi «*... Il y a des conjonctures dialectiques entre une fonction donnée – celle de l'avant-garde en histoire – et une forme d'organisation donnée – celle du Parti marxiste-léniniste –, conjonction qui résulte d'une histoire antérieure et dépend d'elle. Les partis sont sur la terre et soumises aux duretés des dialectiques d'ici-bas...*» (*Rév. dans la Rév.*, R. Debray, Ed. MASPERO, page 184). Ici Debray arrive à la réfutation de l'orthodoxie historique : une orthodoxie historique qui justifie l'orthodoxie théorique en s'appuyant sur les expériences de guerres populaires et le rôle dirigeant d'un parti politique. L'ensemble de cette orthodoxie aboutit à une séparation entre le travail politique et le travail militaire malgré son appui sur les expériences de guerres populaires. Cette séparation est au début, une séparation dans le temps. C'est-à-dire que cette orthodoxie estime que seul un parti d'avant-garde peut diriger la lutte armée et la guerre populaire. Et que ce parti d'avant-garde se constituera, non pas au sein de la lutte armée elle-même, mais au sein des autres formes de lutte principalement politiques, économiques ou idéologiques. En réalité, non seulement leur appui sur une série de phénomènes uniquement formels dans les expériences de guerres populaires créé entre eux-mêmes et l'action révolutionnaire, entre le travail politique et le travail militaire, une séparation absurde, mais aussi il produit des conclusions erronées des expériences mêmes des guerres populaires. Quelles conditions spéciales, à part la lutte pacifique, ou la lutte uniquement politique et économique, ont permi aux partis chinois et vietnamien de se transformer en avant-gardes réelles et de devenir capables de diriger la guerre populaire. Régis Debray montre bien comment le fait de s'accrocher à une série de formes particulières d'action dont les conditions concrètes ont été réfutées par l'histoire, transforme une séparation tactique entre le travail politique et le travail militaire, entre les préparatifs de la guerre et la guerre elle-même, en une séparation stratégique.

Régis Debray demande : «*Sous quelles formes peut réapparaître l'avant-garde historique?*» et il répond : «*Ce qui est dépend de ce qui fut, et ce qui sera de ce qui est. La question des partis tels qu'ils sont est une question d'histoire. Pour y répondre, il faut se tourner vers le passé*» (*Rév. dans la Rév.*, R. Debray, Ed. MASPERO, page 185). Ici, Debray évoque avec un point de vue dialectique et concret les conditions de la naissance et du développement des partis chinois et vietnamien et montre comment ces partis se sont transformés rapidement en partis d'avant-garde sans pour autant qu'un problème tel que «*Révolution avec ou sans parti*» se soit posé. Et ce qui est intéressant, c'est que l'histoire de ces partis aussi montre qu'ils ont pu se transformer en partis d'avant-garde juste au sein d'une lutte réelle dans leur engagement pour la conquête du pouvoir politique.

«Un parti est marqué par ses conditions de naissance, son développement, et la classe ou l'alliance de classes qu'il représente, selon le milieu social où il s'est développé. Prenons toujours les mêmes contre-exemples pour détecter quelles conditions historiques permettent l'application du schéma traditionnel des rapports Parti-Armée guérilla : Chine et Vietnam.

1°) Le Parti Chinois et le Parti Vietnamien ont été liés dès leur naissance au problème de l'instauration du pouvoir révolutionnaire, non pas d'une liaison théorique mais pratique : ils l'ont vécue d'emblée sous la forme d'une douloureuse expérience. Le Parti Chinois naît en 1921, en pleine ascension de la révolution démocratique bourgeoise de Sun-Yat-Sen... il reçoit dès sa naissance l'aide directe de la Mission Soviétique, comprenant des conseillers militaires dirigés par Joffé, ensuite par Borodine. Ce dernier organisa aussitôt après son arrivée l'entraînement d'officiers communistes chinois à l'Académie militaire de Whampoa, ce qui permit rapidement au Parti Chinois, comme le dit Mao en 1938, "de voir l'importance des affaires militaires". Trois ans après sa naissance, il vécut l'expérience désastreuse de la première guerre civile révolutionnaire (1924-1927) de l'insurrection urbaine, de la grève de Canton, à laquelle il prend part comme force dirigeante. Expérience qu'il assimile et transforme, sous l'égide de Mao Tsé-Toung, en connaissance autocritique, et qui donne issue à l'adoption d'une ligne opposée – opposée mêmes aux conseils de la IIIème internationale : le repli sur les campagnes et la rupture avec le Kuomintang».

«Le Parti vietnamien naît en 1930, organise sur sa lancée des insurrections paysannes dans l'arrière-pays, vite réprimées, et deux ans plus tard définit sa ligne, sous l'égide de Ho Chi Minh, dans son premier programme d'action : "l'unique voie de la libération est la lutte armée des masses". "Notre Parti, écrit Giap, a vu le jour lorsque le mouvement révolutionnaire vietnamien était en plein essor. Dès le début il a dirigé les paysans, les a déterminés à se lever et à instaurer le pouvoir des Soviets. Ainsi donc, de bonne heure, il a pris conscience des problèmes du pouvoir révolutionnaire et de la lutte armée".

Bref, ces partis se transforment, à quelques années de leur fondation, en Partis d'avant-garde, dotés d'une ligne politique propre, élaborée indépendamment des forces socialistes internationales, et profondément liés à leur peuple.

2°) Au cours de leur développement postérieur, les contradictions internationales vont placer ces partis, – comme le Parti bolchévique quelques années plus tôt –, à la tête de la résistance populaire contre l'impérialisme étranger... La lutte de classe prend la forme d'une guerre patriotique, et l'instauration du socialisme correspond à la restauration de l'indépendance nationale : les deux sont liées. A la date de la guerre du peuple contre l'étranger, ces Partis s'affirment donc comme les porte-drapeaux de la Patrie. Ils se confondent avec elle.

3°) Les circonstances de cette même guerre de libération amenèrent des Partis originellement composés d'étudiants et du meilleur de l'élite ouvrière, à se replier sur la campagne et à mener une guerre de guérilla contre l'occupant. Ils se confondent alors avec les travailleurs agricoles et les petits propriétaires; l'Armée Rouge et les Forces de Libération – Vietminh – se transforment en Armée paysanne, sous la direction du Parti de la classe ouvrière. Ils réalisent dans la pratique l'alliance de la classe majoritaire et de la classe d'avant-garde: l'alliance ouvrière-paysanne. Le Parti Communiste, dans ce cas, est le résultat et le moteur de cette alliance. Les dirigeants de même: non pas artificiellement nommés par un Congrès ou cooptés par une tradition, mais élus, façonnés et trempés par cette terrible lutte qu'ils ont faite victorieuse...

Sans entrer dans les détails, les circonstances historiques n'ont pas permis aux Partis Communistes latino-américains, dans leur grande majorité, le même enracinement ni le même développement. Les conditions de leur fondation, leur croissance, leur liaison avec les classes exploitées sont évidemment autres. Chacun d'eux aura son histoire propre, mais ils se ressemblent au moins en ceci qu'ils n'ont pas vécu au même point le problème de la conquête du pouvoir, dès leur fondation; qu'ils n'ont pas eu l'occasion de prendre la tête d'une guerre de libération nationale, dans des pays doués d'une indépendance politique formelle; et qu'ils n'ont donc pas pu réaliser l'alliance ouvrière-paysanne : ensemble cohérent de limitations dû à des conditions historiques partagées.

«Le résultat naturel de cette histoire, c'est une certaine conformation des organismes dirigeants et des partis eux-mêmes, adaptée aux circonstances où ils ont vu le jour et ont grandi. Mais par définition, les conjonctures historiques ne sont pas immuables. La Révolution cubaine et la mécanique qu'elle a déclenchée dans toute l'Amérique latine ont bouleversé les vieux panoramas. Une lutte armée révolutionnaire, là où elle existe comme là où elle se prépare, réclame une profonde transformation des habitudes du temps de paix». (*Rév. dans la Rév.*, R. Debray, Ed. MASPERO, pages 185, 186, 187).

Quel est le devoir des révolutionnaires marxistes-léninistes ? Si l'on met de côté les partis révisionnistes et réformistes qui nient fondamentalement la nécessité de la lutte armée, il existe plusieurs voies. Si un parti a accepté la nécessité de la lutte armée en tant que voie déterminante, il doit par conséquent transformer profondément et fondamentalement son organisation du temps de paix. Il n'est plus du tout question de considérer l'action armée comme une branche des activités du parti et de subordonner la force de guérilla à une force politique séparée des questions militaires et guerrières.

Si une action est fondamentalement politico-militaire, et si les cadres guerriers sont les mêmes anciens cadres politiques, ceci doit influencer dans les fondements la structure de la direction et de l'organisation. En tout cas, l'important est que la force de la guérilla soit utilisée pour l'action politico-militaire qui compose le fondement et l'axe de la lutte, non pas pour des objectifs réformistes et point comme une branche des activités du parti. Mais quelle voie doivent choisir les organisations révolutionnaires qui se trouvent face à un parti doté d'une direction réformiste ? Doivent-elles essayer de créer un parti (en tant que forme particulière d'organisation et d'action) qui puisse se transformer en avant-garde au cours d'une lutte non-armée, isoler les partis révisionnistes et réformistes, et préparer les conditions pour une lutte armée ou bien alors tout ceci doit être effectué au cours même de la lutte armée ? Régis Debray montre comment une mauvaise compréhension des nouvelles conditions, des conditions où toute lutte pacifique ou uniquement politique ou idéologique n'a plus aucune importance, des conditions où les partis politiques n'ont aucun lien profond avec les masses, et le choix d'une série de tactiques en réalité réformistes, nuit à la stratégie révolutionnaire et laisse la lutte armée dans l'oubli.

«D'où l'involution classique, si souvent répétée : une nouvelle organisation révolutionnaire apparaît sur la scène. Elle aspire à la vie légale, puis à participer à la vie politique "normale" pour un certain temps, afin de se consolider, se faire un nom, et préparer ainsi les conditions de lutte armée. Mais la voilà peu à peu absorbée, engluée, par le tout-venant de cette vie politique publique, qui devient son horizon d'action habituel...»

«La perspective de lutte insurrectionnelle se recule donc, de quelques mois, puis de quel-

ques années. Le temps passe, avec ses hauts et ses bas, de plus en plus l'ouverture des hostilités est considérée comme une tentation un peu sacrilège, un aventurisme, éternellement "prématurée"... Les militants doivent comprendre que dans l'immédiat passer à la lutte armée, ce serait rompre l'unité de l'organisation sacrée, saboter sa légalité, provoquer une répression contre ses dirigeants. Bref, l'organisation politique est devenue sa propre fin. Elle ne passera pas à la lutte armée, parce qu'elle doit d'abord attendre de se constituer en Parti d'avant-garde solide, alors qu'elle ne pourrait attendre son statut d'avant-garde reconnue que de la lutte armée. Ce cercle vicieux pourrit la lutte révolutionnaire depuis des années.

Donc inutile de créer des anti-corps au sein des organisations politiques existantes : l'infection opportuniste, loin de s'arrêter, s'aggravera et s'exacerbera». (*Rév. dans la Rév.*, R. Debray, Ed. MASPERO, pages 202 et 203).

Régis Debray dit : *«sans lutte armée, pas d'avant-garde définie».* (page 206).

Le temps est dépassé où l'on reconnaissait les révolutionnaires par leur rapport verbal à la révolution et au marxisme-léninisme.

*«...Il faut éviter de distraire les efforts et les ressources sur des fronts politiques "purs"... C'est pourquoi, le mouvement révolutionnaire ne pouvant être "activé" que par la perspective insurrectionnelle... Il faut concentrer ses efforts sur l'organisation politico-militaire. Pour ne pas bloquer la politique révolutionnaire, il faut la détourner de la politique tout court. Pour la mettre en marche, il faut l'investir dans une organisation simultanément politique et militaire, par-delà toutes les polémiques existantes».** (page 206).

Donc, *«Il faut créer des anti-corps à la base, au niveau des masses, en leur présentant une alternative réelle à leur portée. Alors seulement changeront les directions politiques existantes. Dans la plupart des pays latino-américains, seule la lutte armée a déjà commencé ou va commencer à faire sortir la révolution de son ghetto, des bavardages universitaires... Pour le dire en langage de philosophe, une certaine problématique est morte depuis la révolution cubaine, c'est-à-dire une certaine manière de poser les questions, qui commande le sens de toutes les réponses possibles. Et ce ne sont pas les réponses qu'il faut changer mais les questions elles-mêmes : ces fractions ou partis marxistes-léninistes se meuvent à l'intérieur de la même problématique politique dominée par la bourgeoisie; au lieu de la transformer, ils ont contribué à mieux l'implanter, ils se sont embourbés dans de fausses questions et sont aujourd'hui complices de la problématique opportuniste : querelles de préséance ou d'investitures entre organisations de gauche, ponts électoraux, manœuvres syndicales, chantage sur ses propres membres. Cette problématique, c'est ce qu'on appelle tout simplement "la politicaille". Pour y échapper, il faut changer de terrain, à tous les sens de l'expression...».* (page 204).

«... C'est pourquoi dans la conjoncture actuelle l'accent principal doit porter sur le développement de la guerre de guérilla et non sur le renforcement des partis existants où la création de nouveaux partis... le travail insurrectionnel est aujourd'hui le travail politique numéro 1». (page 201).

L'expérience cubaine a montré que :

«Dans certaines conditions, l'instance politique ne se sépare pas de l'instance militaire, elles forment un seul tout organique. Cette organisation, c'est celle de l'Armée populaire dont le noyau est l'armée guérilla. Le seul Parti d'avant-garde peut exister sous la forme propre du foyer guérillero. La guérilla est le parti en gestation». (page 192).

Quelle leçon peut-on tirer de cette expérience ? Avant de conclure il est bon de voir quelques-unes des critiques faites envers cette thèse.

Clea Silva dit : *«La théorie qui estime que la force armée est l'embryon du parti est basée sur l'hypothèse selon laquelle toutes les conditions sont prêtes et que le temps n'est pas de s'organiser en parti».*

Au contraire, Lénine a dit : *«Il n'est jamais trop tard pour s'organiser».*

Debray ne dit pas que toutes les conditions sont prêtes, mais que les conditions nécessaires pour commencer la lutte armée existent et que les conditions suffisantes pour l'élargissement et la popularisation de l'action armée, se développeront au cours de l'action. Deuxièmement, ici, la question n'est pas d'organiser ou de ne pas organiser, mais de créer une organisation qui convienne à la tâche historique de l'avant-garde. Ces propos de Clea Silva montrent qu'il n'a pas compris correctement les points de vue de Debray. Par exemple il dit :

«Si nous observons attentivement les pays de l'Amérique latine, nous verrons que la majorité d'entre eux sont pleins de petites organisations révolutionnaires avec des désaccords secondaires dont chacune à elle seule ne répond pas aux besoins d'un parti, mais si elles s'unifient, elles constitueront ce parti». Seule une compréhension limitée de l'organisation, seule la conception de *«l'union avant l'action»* peut avoir une telle conséquence. Le point important est que : c'est justement cette action révolutionnaire, l'action armée qui prépare les conditions pour l'unité réelle et utile de ces petites organisations. Voyons comment Debray voit le problème de l'unité des forces révolutionnaires : *«Des raisons d'urgence et des raisons de principe imposent le front armée révolutionnaire. Partout où le combat a suivi une ligne ascendante, partout où les forces populaires ont pris la mesure de l'urgence, elles sont rentrées dans le champ magnétique de l'unité. Partout ailleurs elles s'éparpillent et s'affaiblissent. Tout se passe donc comme s'il fallait centrer ses efforts sur l'organisation pratique de la lutte armée pour contribuer à l'unité, sur la base des principes du marxisme-léninisme».* (page 208).

On rencontre aussi cette même compréhension erronée du problème de l'organisation chez les camarades cubains, Simon Torres et...: *«Le fait que des unions se produisirent à Cuba formant l'organisation politique du Mouvement du 26 juillet, et aussi qu'elles causèrent des unions entre ce mouvement et d'autres organisations avant le commencement de l'action armée, et que par conséquent, ce fut une organisation politique qui créa le foyer de guérilla».* (Régis Debray et l'expérience cubaine, Simon Torres et Julio Aronde) ne réfute pas à mon avis la thèse de Debray selon laquelle le foyer de guérilla est l'embryon du Parti et que c'est l'organisation de l'action armée et l'action armée elle-même qui peuvent créer les unions réelles. L'organisation ou le front envisagés par les camarades cubains était en pratique une organisation ou un front politico-militaire formés pour la préparation de l'action armée et le commencement de l'insurrection. Et lorsque la lutte armée a commencé, elle a assuré la survie du front sur la base d'une ligne révolutionnaire, et forma une réelle avant-garde à partir du front. Peut-être même que le point de vue de Debray ne soit pas qu'une poignée d'hommes puissent mettre en marche une révolution et la mener à la victoire, uniquement en allant à la montagne et en se battant. Debray lui-même lance un avertissement au début de son livre en disant qu'il ne faut pas réduire la révolution cubaine à *«La légende dorée, celle des douze hommes qui débarquent et qui se multiplient on ne sait comment en un éclair»* (page 117). Selon Debray, si nous considérons le rayonnement superficiel de la révolution cubaine, et le regardons comme une légende dorée, il est certain que la révolution cubaine ne peut être répétée. Mais en est-il de même pour ses éléments internes et sa méthode ? Debray s'efforce surtout de montrer ces éléments internes et les lignes générales de la voie cubaine et non de préciser point par point chacune des étapes qui seront franchies du début jusqu'à la fin. A mon avis, l'insistance de Debray sur le facteur déterminant et son ommission de mentionner ou son manque d'attention envers les travaux nécessaires avant le commencement de l'action du petit moteur qui veut tout juste se mettre en marche et qui a beaucoup à faire avant d'activer le grand moteur des masses, ne doit pas causer la négligence ou la réfutation des aspects fondamentaux de ses points de vue. Par exemple, aucune de ces thèses stipulant que la révolution en Amérique latine sera une grande guerre prolongée comprenant une confrontation directe avec l'impérialisme, que la guerre aura un caractère de masse et qu'ainsi l'Amérique latine sera témoin de la résurrection des anciennes formes de lutte (des actions de rue jusqu'aux guerres étendues entre les armées) que nous ne pouvons pas prétendre d'avance que des formes de lutte telles que *«la propagande armée»* ou *«l'auto-défense armée»* ont perdu leur importance, ou bien que c'est une erreur de définir la forme principale de lutte (Clea Silva : *«Les erreurs de la théorie du Foco»*), ne peuvent en aucun cas se dresser contre la thèse de Debray. Ce dernier ne nie ni le caractère prolongé de la guerre, ni son caractère de masse et ni la diversité des formes de lutte. Il dit que dans les conditions actuelles, pour que le petit moteur puisse mettre en marche le grand moteur des masses, il est obligé de commencer le travail par des formes spécifiques de lutte. Il n'a pas l'intention de limiter toutes les formes de lutte qui apparaîtront au cours de la guerre populaire à un seul modèle [13].

Il suffit de prêter attention à son étude sur *«l'auto-défense armée»* et *«la propagande armée»* pour comprendre qu'il envisage dès le début la guerre révolutionnaire. En réalité, au point de vue de ses éléments internes, la révolution cubaine peut uniquement montrer le commencement d'une guerre révolutionnaire populaire, car les conditions spécifiques et exceptionnelles dans lesquelles la révolution a eu lieu, permirent à celle-ci d'atteindre la victoi-

* Nous n'avons pas d'information sur les groupes «pro-chinois» en Amérique latine, il est donc impossible de porter un jugement complet sur les paroles de Debray à ce sujet. Régis Debray peut avoir raison lorsqu'il évoque la nécessité du rapport pratique et non verbal à la révolution quand il dit que la lutte purement idéologique ou purement politique est insuffisante. Mais il semble que Régis Debray est influencé par la position de Cuba dans le conflit entre Pékin et Moscou (qui malgré ce que pense Debray, existe dans la pratique et non pas en paroles). Une position qui au début trouvait sa source dans la grande dépendance économique de Cuba envers l'URSS et il semble malheureusement que cette dépendance tactique ait pris la forme d'une position idéologique et politique qui se reflète dans cette phrase de Fidel : *«Nous n'appartenons à aucune secte»* (page 207). Que la rupture soit advenue sur la base de faux problèmes est une chose et le fait que la rupture verbale et la distraction des ressources dans cette voie soient insuffisantes, est autre chose. mais ici, (en Iran, N.d.T.) nous connaissons les éléments opportunistes qui ont voulu se faire un nom et une réputation en se rattachant verbalement à Pékin ou bien ceux qui ont pris cette position avec sincérité mais qui sont loin de toute position révolutionnaire dans leur pratique.

re finale avant que des bases révolutionnaires sûres puissent se former complètement et constituer un point de départ d'une nouvelle phase, avant que les masses s'engagent dans la guerre à une vaste échelle et que l'armée populaire soit créée. Alors que la vigilence quotidiennement croissante des forces répressives, l'intervention directe de l'impérialisme et les autres facteurs ne permettent pas à la lutte armée d'atteindre facilement la victoire. Il ne semble pas que Debray considère l'expérience cubaine comme la totalité de la voie que chaque lutte armée devrait suivre. Par conséquent, on ne peut pas dire qu'il considère *«l'action militaire comme forme unique de travail politique, de l'étape de l'apparition du foyer jusqu'à la victoire finale»*. Dès que la force de guérilla s'implante et peut créer des bases de soutien révolutionnaires, ou libérer des zones, on peut envisager toutes les possibilités pour l'éducation politique des masses, la formation des cadres, la propagande politique etc... Selon Debray, alors, on pourra faire des centaines de discours qui seront entendus. La relation entre le politique et le militaire constitue un des points fondamentaux du livre de Debray, et beaucoup pensent que l'une des erreurs principales de Régis Debray consiste en la compréhension incorrecte de cette relation. Selon eux, Régis Debray donne la priorité au militaire par rapport au politique. La compréhension de Debray de cette relation se révèle clairement dans ce propos : *«Toute ligne prétendue révolutionnaire doit pouvoir apporter une réponse concrète à la question : comment renverser le pouvoir d'Etat capitaliste ? C'est-à-dire comment casser son squelette, l'Armée».* (*Rév. dans la Rév.*, Régis Debray, Ed. MASPERO, page 123). De l'avis de Debray, étant donné que le mouvement révolutionnaire a atteint la phase dont le maillon principal est formé par la lutte armée, certaines notions politiques se reflètent dans les questions militaires. Par exemple, il montre comment l'attitude de Lénine envers les adeptes de l'économisme et du mouvement spontané et même trotskyste (Que Faire? et Un pas en avant, deux pas en arrière) au sujet d'une organisation révolutionnaire professionnelle organisée et disciplinée peut se refléter à un autre niveau sous forme de la confrontation entre les adeptes de l'avant-garde armée et ceux de l'auto-défense armée. Il dit : *«De même que l'économisme nie le rôle du parti d'avant-garde, de même l'auto-défense nie le rôle du détachement armé, organiquement distinct de la population civile. De même que le réformisme vise à constituer un parti de masse, sans sélection des militants ni organisation disciplinée, l'auto-défense vise à intégrer tout le monde dans la lutte armée, à constituer une guérilla de masse...»* (page 126).

Pour clarifier la relation entre le militaire et le politique, il est bon de voir l'étude de Debray sur la propagande armée. Le point de vue de Debray sur la propagande armée et le fait que la propagande armée doit s'exercer à la suite ou pendant l'action militaire directe contre l'ennemi et pas avant, se base sur une série de considérations concrètes qui ne peuvent être assimilées à la négligence de la question politique. Si Debray considère la propagande armée comme un concept politique importé, c'est parce qu'il considère qu'il ne faut pas confondre la nature politique du mouvement ou le travail de nature politique avec une série de tactiques politiques ou politico-militaires. Debray dit que la propagande armée se base sur le fait que : *«La lutte de guérilla a des mobiles et des fins politiques. Elle doit s'appuyer sur les masses ou disparaître; convaincre les masses de son bien fondé, avant de les enrôler directement... pour convaincre les masses, il faut s'adresser à elles... bref réaliser un travail politique, "un travail de masse". Le premier noyau de combattants se divisera donc en petites patrouilles de propagandistes... On créera des cellules dans les villages, clandestines ou publiques... répétant sans se lasser le programme de la Révolution. C'est seulement à la fin de cette étape, quand on aura acquis le soutien actif des masses, une arrière-garde solide, un ravitaillement assuré, une information multipliée, un courrier rapide et une base de recrutement, qu'on passera à l'action directe sur l'ennemi».* (page 141).

Il est vrai que la guerre de guérilla a des fins et des mobiles politiques, il est vrai que l'obtention du soutien des masses constitue le problèmes vital de la guerre, et il est vrai qu'à cette fin, il est nécessaire de faire un travail de nature politique. Mais la manière dont il faut faire ce travail, la question de savoir si l'action militaire doit être postérieure à la propagande politique, s'il faut absolument faire des discours dès le début ou s'il faut absolument organiser une série de réseaux de relations et des cellules clandestines et publiques avant l'action armée, sont des choses qui dépendent précisément des conditions. Et si nous rétablissions un lien indénouable entre ces tactiques et le travail de nature politique, nous aurons confondu la fin avec les moyens, le contenu avec la forme, et ceci provoque un danger : que l'impossibilité de choisir une tactique spécifique porte à croire qu'il n'existe pas de terrain pour l'action. Debray dit que si au Vietnam et en Chine la propagande armée se met à l'ordre du jour, c'est en raison des conditions spécifiques qui sévissent là-bas :

«1.- La grande densité de la population paysanne...» et comme l'ennemi est un occupant *«permettent aux agitateurs de se fondre en elle "comme poisson dans l'eau".*

2.- Les propagandistes sont en liaison soit avec les bases d'appui révolutionnaires soit avec une armée populaire capable de les soutenir ou de les protéger dans leur action et plus que tout, attestant la réalité tangible et visible des victoires militaires. Les réunions, les meetings, les prises de parole dans les villages ont un contenu de référence pragmatique sérieux: ce ne sont pas des discours vides, programmatiques, "les belles paroles" que les paysans craignent tant et si justement, mais des appels à rejoindre ou à soutenir des formations combattantes existantes...» (page 144).

Mais quelles sont les conditions de l'Amérique latine ?

«1o) *Les foyers guérilleros, au début de leur action, occupent des régions relativement peu peuplées à la population très dispersée. Personne, aucun nouveau venu... ne passe inaperçu... ils* (les paysans) *savent bien que ce ne sont pas les belles paroles qui leur donneront de quoi manger ou qui les protègeront des bombardements. Le paysan pauvre croit d'abord dans quelqu'un qui détient un pouvoir, à commencer par le pouvoir de faire ce qu'il dit. Le système d'oppression est subtil : il est là de mémoire d'homme, cristallisé, installé, compact. L'armée, la garde rurale, ... sont doués d'un prestige d'autant plus fort qu'il est moins conscient. Ce prestige c'est la forme première de l'oppression : il paralyse le mécontent, ferme les bouches, fait ravaler l'insulte à la simple vue de l'uniforme. L'idéal néo-colonial reste encore de "montrer sa force pour ne pas s'en servir", mais le montrer c'est déjà s'en servir... Autrement dit, la force physique de la police, de l'armée est tabou; et on ne rompt pas un tabou avec des discours mais en montrant que "eux aussi les balles leur rentrent dedans". Le guérillero, à l'inverse, doit se servir de sa force pour la montrer, car il n'a pas grand chose d'autre à montrer que sa résolution et sa capacité de se servir du peu qu'il a. Se servir de sa force pour montrer celle qu'il n'a presque pas, et du même coup : montrer que la force de l'ennemi c'est d'abord et surtout sa montre. Pour dévérouiller ce tabou, cet arriéré séculaire de peurs et d'humilité face au flic, au garde rural, rien de tel que le combat. Le tabou disparaît si vite,* raconte Fidel, *que le respect par habitude se renverse en dérision.*

2o) *Le quadrillage et le contrôle des régions rurales par la réaction, ou directement par l'impérialisme, leur vigilence aujourd'hui démultipliée, doivent ôter tout espoir à un groupe de propagandistes armés de rester inaperçus ou clandestins... Le détachement armé, l'avant-garde populaire n'ont pas affaire à un corps expéditionnaire étranger mais à un système parfaitement installé de domination locale. Les étrangers, ce sont eux. Les sans-prestiges, les tard-venus, qui ne peuvent apporter à la population, au début, que de la peine et du sang.*

3o) *L'absence enfin de forces régulières révolutionnaires ou semi-régulières, d'ores et déjà constituées. La propagande armée, du moins si elle est animée d'intentions combatives, prétend précisément former des unités régulières ou augmenter les unités existantes grâce à un travail de "recrutement politique". C'est ainsi que l'on procède à des "prises de villages" pour y rassembler la population et y tenir des meetings de propagande. En réalité, en quoi a-t-on aidé les habitants de ces villages à se débarrasser de leurs adversaires de classe ? Au cours de ces opérations, peu d'armes ont été récupérées : même si l'enthousiasme entraîne de jeunes paysans à repartir avec les guérilleros, avec quoi les armera-t-on ? De nombreux camarades ont tiré de ces expériences la conclusion qu'une embuscade sur la colonne de renforts ou tout autre coup assené à l'ennemi dans le voisinage eût soulevé plus d'enthousiasme dans ce village, amené plus de nouvelles recrues, donné une leçon politique et morale plus profonde à ses habitants, et surtout obtenu des armes, qui sont l'essentiel pour une guérilla qui commence».* (pages 145, 146 et 147).

«Est-ce à dire que la propagande armée ou le travail d'agitation soient à rejeter ? Evidemment non.

A en juger par quelques expériences réussies une guérilla au cours de son avance laisse quelque chose – ou au moins quelqu'un – derrière elle, et derrière ses propres lignes, quand lignes il y a, afin d'organiser ce qui deviendra une base d'appui solide; mais alors la population est protégée, dans sa sécurité physique, par des forces régulières capables de repousser l'ennemi; la base ainsi commence à s'organiser en un embryon d'Etat populaire. Le travail d'agitation et de propagande pour expliquer l'organisation nouvelle à la population, faire passer au mains d'organisations de masses l'administration de leur zone devient fondamental, et conditionne les combats futurs. La propagande alors atteste la nature libératrice du combat mené, et la fait pénétrer dans l'esprit des masses...

... On voit qu'il s'agit là d'une étape postérieure à celle qu'ont encore atteinte les mouvements guérilleros latino-américains à ce jour. Autrement dit, la propagande armée suit l'action militaire mais ne la précède pas... Pour le reste, et pour l'essentiel, tant que les conditions présentes n'auront pas changé, la propagande c'est une action militaire réussie». (149, 150).

Nous voyons que la question ne concerne pas les fins ou les mobiles politiques du mouvement, elle n'est pas de savoir s'il faut faire un travail de masse ou pas, mais de savoir par quelles formes d'action et d'organisation on peut s'adresser aux masses et les attirer vers la lutte. Il faut bien noter que selon les différentes conditions, le travail de nature politique peut avoir une forme purement politique, il peut être politico-militaire ou même purement militaire.

NOTES

(12) Lénine dit : «*Les économistes cachaient leur ignorance des tâches politiques immédiates en se référant aux réalités générales concernant la subordination de la politique à l'économie*».
La conquête du pouvoir politique est un objectif évident et sa nécessité est une réalité générale. La question est de savoir ce qui est déterminant dans la conquête du pouvoir politique. Maintenant si, au lieu de répondre à ce besoin et de définir la ligne concrète de l'action et le moyen principal de lutte, nous disons que l'objectif est la conquête du pouvoir politique et pas la destruction de l'armée, qu'il faut intervenir intégralement à tous les niveaux, utiliser toutes les formes de lutte etc... nous aurons émis des généralités derrière lesquelles se cachent notre incompétence, notre lâcheté et notre ignorance politique.

(13) Pour que Debray ne soit pas justifié, il paraît nécessaire de souligner ses erreurs. Dans son article intitulé : «*L'expérience du Vénézuela et la crise du mouvement révolutionnaire en Amérique latine*», Edgar Rodriguez énumère les erreurs de Debray comme suit : sous-estimation du travail d'organisation et suggestion d'un point de vue spontanéiste, sur-estimation de l'aspect catalyseur de la lutte armée et sous-estimation des affaires préliminaires et préparatives de la lutte. A notre avis, tout ceci peut découler de la généralisation des aspects secondaires de la révolution cubaine à l'ensemble de la réalité de l'Amérique latine. On observe la même erreur en ce qui concerne la relation entre la ville et la campagne, le parti et la guérilla, la théorie et la pratique. Ainsi, Debray commet la même erreur qu'il critique : la construction de dogmes. Par exemple, alors que Debray lui-même montre que les différentes orientations au sujet de la relation entre le parti et la guérilla ou la ville et la campagne découlent d'un désaccord fondamental, désaccord qui résulte du fait de considérer la guerre de guérilla «*comme une autre banche de l'activité du parti*», et non pas la branche déterminante de l'activité ou son cadre fondamental dans lequel et en relation avec lequel seulement, les autres formes de lutte prennent de l'importance. Malgré tout cela il oublie ce point et commence à construire des modèles au sujet de la relation entre la ville et la campagne et à façonner une série de concepts métaphysiques : la campagne est équivalente au prolétariat et la ville à la bourgeoisie. La raison pour laquelle les dirigeants qui vivent dans la ville sont incapables de comprendre l'importance des problèmes et des difficultés de la guerre de guérilla, ne découle pas du fait qu'ils résident dans la ville, mais de leur croyance fondamentale qui est la sous-estimation de la guerre de guérilla en tant que voie déterminante.

Mais le point qui doit être souligné est que nous avons examiné le livre de Debray en relation avec nos conditions et nos besoins et que nous nous sommes appuyés seulement sur les aspects du livre qui étaient fondamentaux et déterminants pour nous. A part une série de différences concrètes entre les conditions de notre patrie et celles de l'Amérique latine, le mouvement révolutionnaire en Amérique latine est fondamentalement plus avancé qu'en Iran et ainsi, nous ne pouvons pas examiner complètement le livre de Debray sans tenir compte de ces conditions. Prenons par exemple la sur-estimation de l'aspect catalyseur de la lutte. En Amérique latine de 1967 (l'année de la rédaction du livre de Debray) qui suite à la Révolution Cubaine, a fait des expériences diverses de lutte armée, dans la région des coups d'Etat et des instabilités continuelles, peut-être que la sur-estimation de l'aspect catalyseur de la lutte armée et la sous-estimation du travail d'organisation (en considérant l'organisation relativement avancée des révolutionnaires dans les organisations et les partis par rapport à l'Iran) est une erreur évidente. Mais en Iran, un pays appelé soi-disant «*l'île de la stabilité*» dans un océan agité, un pays soumis à une oppression apparemment inaltérable depuis dix-huit ans, un pays où toute organisation doit être détruite par une violence indescriptible, il faut donner l'importance nécessaire à l'aspect catalyseur et stimulant provoquant l'espoir. Actuellement cet aspect de la lutte est fondamentalement déterminant. Ou bien en ce qui concerne l'organisation, les révolutionnaires possédant là-bas une certaine forme d'organisation, la lutte armée aussi doit posséder une forme et une organisation comparables au niveau général d'organisation des révolutionnaires et des militants d'Amérique latine.

NOTE DES ÉDITEURS

Ce texte est le 7ème chapitre du bilan des «GF-PI» rédigé en 1970 par Massoud AHMAD ZADEH, l'un des fondateurs et dirigeants de cette organisation.
Nous avons dans les numéros 3, 4, 5, 6 de *Ligne Rouge* publié respectivement les 6 premiers chapitres. Le texte se compose des chapitres suivants :

1) Introduction
2) Les conditions de l'apparition et du développement du nouveau mouvement communiste
3) Etude des conditions socio-économiques actuelles et le problème de l'étape de la révolution
4) Le problème de l'étape de la révolution
5) Notre ligne
6) Examen de «*Révolution dans la Révolution*» de Régis Debray
7) Le parti et la guérilla, le politique et le militaire
8) Conclusion
9) Les notes
10) Autre introduction de l'organisation elle-même.

REGROUPEMENT DES PRISONNIERS DE LA ROTE ARMEE FRAKTION ET DE L'OPPOSITION !

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES PRISONNIERS RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES PRISONS À HAUT DISPOSITIF DE SÉCURITÉ EN ESPAGNE !

POUR L'ORGANISATION D'UN FRONT ANTI-IMPÉRIALITE EN EUROPE OCCIDENTALE !

Communiqué d'une action du Front Anti-Impérial--iste en RFA contre le Crédit Lyonnais.

Aujourd'hui 10 octobre 1984, nous avons attaqué la banque française de Crédit Lyonnais. Le front anti-impérialiste n'existe pas seulement par sa proclamation; il s'amplifie, se concrétise par les combats qui sont liés entre eux. Par notre attaque, nous voulons contribuer à ébranler une conscience des classes pacifiée et endormie.

Vivons comme des révolutionnaires, gagnons une identité révolutionnaire en menant sans relâche un combat politique et militant en assurant ainsi l'action permanente du front anti-impérialiste en Europe de l'Ouest.

L'extradition des trois membres de l'ETA est un signe précurseur de la dernière manche avant l'établissement d'un super-état réactionnaire en Europe occidentale sous direction américano-franco-allemande.
Ces extraditions vers le régime social-démocrate espagnol sont un acte significatif. Il s'agit de signaler au monde que les impérialistes s'entendent entre eux : tortures en masse, commandos de la mort de type latino-américain, prison à haut dispositif de sécurité et état-contrôle du type de la RFA. On cautionne politiquement tout cela.
L'institution d'un état d'urgence permanent à l'ombre des démocraties parlementaires de l'OTAN est devenu la norme. C'est ainsi que l'OTAN mène une guerre à l'intérieur.

Le rapport de Genscher, faisant référence à une Europe élargie et qui permettrait l'intervention dans les affaires internes des pays membres grâce à une loi et à un chantage répressif, est déjà soumis à la délibération du Parlement européen. Kohl et Mitterrand se dépêchent de faire pression sur les autres états de l'Europe occidentale pour les attirer – ou les forcer à entrer – dans l'étau de ce grand état.

Leur projet d'union ouest-européenne a pour but d'adapter les conditions au modèle de la RFA, pas sur le plan du niveau de vie, mais bien au niveau policier, social, au niveau d'un chauvinisme de la métropole, au niveau impérialiste.

L'Europe occidentale doit être fusionnée en un bloc économique, militaire et politique homogène, dans l'intérêt d'une concurrence meurtrière des monopoles des multinationales sur le marché mondial et dans l'intérêt d'une communauté meurtrière qui mène une guerre de division du travail aux côtés des USA contre le Tiers Monde et les pays socialistes.
Dans ce projet, Mitterrand aux côtés de Kohl, la France aux côtés de la RFA se profilent en tant que pouvoir dominant impérialiste.

Par cette alliance profane, se révèle comme si souvent déjà, le caractère historique de la social-démocratie, et donc de ses soi-disant représentants socialistes français, qui, pour arriver au pouvoir, y rester, sont prêts à trahir leur classe, à annihiler toute opposition, bref à être l'instrument docile de l'impérialisme.

En tant qu'instrument de l'impérialisme, la social-démocratie a permis l'entrée de l'Espagne à l'OTAN et a mis en branle, là-bas, de façon concertée des négociations semblables pour préparer le chemin pour la Communauté Européenne.

A ces socio-démocrates assoiffés de sang s'oppose la résistance en Espagne et au Pays basque. Elle constitue la base de la révolution sociale.

Dans le cadre de leur projet pour l'Europe occidentale, il faut aussi englober la situation des prisonniers politiques en RFA. Aux propos de Rebmann, selon lesquels ceux-ci ne seront plus regroupés, nous devons répondre par une action continue et par un équilibre entre l'action politique et l'action militante, par nos attaques communes.

UNITÉ DANS LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE CONTRE L'OTAN ET LE CAPITAL, CONTRE L'UNION OUEST-EUROPÉENNE !

SOLIDARITÉ AVEC LES CAMARADES GRÉVISTES DE LA FAIM D'ACTION DIRECTE QUI LUTTENT POUR LEUR REGROUPEMENT !

Interview de Ormaza, premier basque extradé vers l'Espagne, le 14 juillet 1984 par la Belgique.

TU T'APPELLES GAISKA ORMAZA, TU AS ÉTÉ LE PREMIER EXTRADÉ BASQUE VERS L'ESPAGNE, MALGRÉ LE CARACTÈRE POLITIQUE DE TON AFFAIRE, QU'EST-CE QUE ÇA REPRÉSENTE POUR LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ?

ORMAZA : Je ne parlerai pas de ce que représente notre extradition à Arteche et à moi pour le gouvernement espagnol, il est plus intéressant de voir ce que cela représente pour le Pays-Basque. Je pense qu'après la lutte historique du Pays-Basque pour son autonomie et son indépendance, cela représente un manque de respect pour la lutte du peuple Basque. Le Pays basque, à travers son histoire, a montré clairement au niveau européen et au niveau mondial que cette lutte continue et qu'elle est politique. Notre extradition vers l'Espagne veut dire que la Belgique n'a pas pris en compte la lutte du peuple basque, cette lutte qui a laissé à travers son histoire beaucoup de morts et beaucoup de prisonniers.

TU AS APPRIS QUE TU VENAIS D'ÊTRE EXTRADÉ VERS L'ESPAGNE EN ARRIVANT À MADRID. LES AUTORITÉS NE T'ONT PAS SIGNIFIÉ TON EXTRADITION VERS L'ESPAGNE ET TU PENSAIS QUE TU PARTAIS VERS L'AMÉRIQUE DU SUD. EST-CE VRAI ?

ORMAZA : Oui, le jour de notre extradition, nous ne savions pas que nous étions extradés; à 6 heures du matin, les gardiens de la prison d'Anvers sont apparus dans nos cellules pour nous dire d'une façon brutale et peu orthodoxe de nous lever, ils nous ont tiré du lit, nous avons dû les suivre sans que nous soyons habillés, nous étions nus. Nous avons été escortés jusqu'à un car au parking de la prison; là, il y avait une vingtaine de policiers que j'appellerais «spéciaux» car le traitement envers nous était tellement brutal. La première question que j'ai posée aux policiers est «où allons-nous ?». Jamais on nous a répondu. J'ai même demandé au directeur de prison de me dire où nous allions, ce monsieur n'a pas voulu me répondre et m'a seulement dit : «Transfert !». A partir de ce moment-là, nous avons été emmenés d'une façon scandaleuse vers un aéroport militaire près d'Anvers où nous avons pris un avion militaire belge. Pendant tout le voyage nous demandions où nous allions et quel était notre destination, il ne nous a jamais été répondu à cette question. Cinq minutes avant d'atterir à l'aéroport de Retafe, près de Madrid, nous écoutions la radio de l'avion et ce n'est qu'à ce moment-là que nous avons su que nous arrivions sur un aéroport militaire espagnol et ce n'est qu'à ce moment-là que nous avons compris que nous étions extradés.

TU AS ÉTÉ ÉTONNÉ DE TON EXTRADITION EN ARRIVANT EN ESPAGNE. POURTANT TU AVAIS RENCONTRÉ, AUPARAVANT, CERTAINS PARLEMENTAIRES BELGES QUI T'AVAIENT DIT QUE JAMAIS LE GOUVERNEMENT BELGE NE VOUS EXTRADERAIT VERS L'ESPAGNE...

ORMAZA : Oui, nous avons vraiment été étonnés parce qu'après notre grève de la faim à la prison d'Anvers, nous avons eu des contacts avec des politiciens et d'autres personnes qui étaient intéressées par notre cas et que ces contacts-là nous disaient que la situation était bonne et que le premier ministre Martens ne signerait jamais notre extradition. Nous avons même été à Bruxelles, 5 ou 6 jours avant notre extradition, devant une commission d'étrangers qui nous posait des questions telles que «Dans quel pays voulez-vous être déportés ?» ou «que ferez-vous en Belgique, si vous restez ?» etc. Des questions qui laissaient supposer une certaine liberté dans un pays mais sûrement pas une extradition vers l'Espagne. Mais tout cela n'est que la partie technique. Nous étions surtout étonnés du fait que la Belgique laisse tomber son droit ancien de «terre d'asile», d'asile politique.

LA CONSTITUTION BELGE N'A PAS ÉTÉ RESPECTÉE CAR EN PRINCIPE LES AUTORITÉS PÉNITENTIAIRES DE LA PRISON D'ANVERS AURAIENT DÛ SIGNIFIER LE JUGEMENT D'EXTRADITION.
TES AVOCATS, EUX, ONT-ILS ÉTÉ PRÉVENUS?

ORMAZA : Non. Toute cette affaire me semble illégale. Je pense surtout que nous avons été des otages politiques. Les avocats et même la commission des basques qui s'occupait de notre affaire avaient eu de la part du gouvernement belge l'affirmation que nous ne serions pas extradés, sûrement pas avant d'avoir épuisé toutes les possibilités juridiques comme le pouvoir d'aller en Cassation ou le recours au tribunal des Droits de l'homme. Tout cela n'a pas été fait et le 14 juillet 1984, le jour de notre extradition, personne, même pas nos avocats, n'était prévenu. Par cela, Gol et le gouvernement belge sont entrés dans un chemin anticonstitutionnel, un chemin illégal.

TU AS PARLÉ D'OTAGES POLITIQUES PAR RAPPORT AUX GOUVERNEMENTS BELGE ET ESPAGNOL.
EN FRANCE, ON PARLE ACTUELLEMENT D'EXTRADER ÉGALEMENT DES MILITANTS BASQUES AVEC CERTAINES «GARANTIES DE SÉCURITÉ» QUE LE GOUVERNEMENT PRENDRAIT, POURTANT ON SAIT QUE L'ESPAGNE N'EST PAS UN PAYS DÉMOCRATIQUE : LES RAPPORTS D'AMNESTY ET DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME SUR LA TORTURE DANS LES COMMISSARIATS ET LES PRISONS LE CONFIRMENT. DE PLUS, LES STRUCTURES MILITAIRES, JUDICIAIRES ET POLICIAIRES SONT RESTÉES LES MÊMES QU'À L'ÉPOQUE DU FRANQUISME! TOUT CELA N'EST-IL PAS UN JEU POLITIQUE POUR DONNER UN «CERTIFICAT DE BONNE CONDUITE» À L'ESPAGNE EN VUE DE SON ENTRÉE DANS LA C.E.E. ?

ORMAZA : Quand je parle d'otage politique, je pense cela par rapport à la loi et la constitution belge qui dans notre cas a été bafouée. Le gouvernement belge est entré dans l'illégalité flagrante.

Tu as parlé du fait que la Belgique aurait pris certaines garanties sur notre extradition par rapport à l'Espagne. Je dois préciser que nous n'avons jamais eu connaissance de cela. Ce n'est que 2 jours après notre arrivée à Carabanchel, en écoutant la radio, que nous avons appris qu'il y avait eu certaines négociations. Je ne sais si c'est vrai ou faux mais le fait même d'exiger des garanties démontre le manque de confiance de la Belgique vis-à-vis de l'Espagne sur la question de la torture et de la démocratie. La Belgique sait que la torture est pratiquée en Espagne et aussi que Felipe Gonzalez ne contrôle pas le pouvoir et que ce pouvoir est entre les mains des militaires et de la droite qui sont d'ailleurs les mêmes personnes qu'à l'époque du franquisme.

Sur la question de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E., cela s'est décidé au niveau européen. Sur la décision d'extrader il y a des intérêts politiques pas seulement entre l'Espagne et la Belgique mais au niveau de l'Europe. Cela veut dire que la Belgique est le premier pays qui a dit oui à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Si la Belgique avait refusé les extraditions il y aurait une contradiction flagrante avec le fait de vouloir son entrée dans la C.E.E. et de ne pas considérer l'Espagne comme un pays démocratique mais comme un pays où la torture est encore en application.
La Belgique nous a extradés pour satisfaire sa base politique vis-à-vis de la C.E.E.

EN PRENANT DES GARANTIES POUR QUE L'INTÉRÊT PSYCHIQUE ET PHYSIQUE DES INDIVIDUS EXTRADÉS SOIT SAUVEGARDÉ, LA BELGIQUE ET LA FRANCE NE RECONNAISSENT-ELLES PAS LA TORTURE DANS LES PRISONS ESPAGNOLES ?

ORMAZA : Oui, je le pense. Nous avons remis dans les mains du pouvoir politique et juridique une foule de documents officiels et de témoignages d'hommes politiques de chez nous prouvant que la torture existe en Espagne. La Belgique est donc au courant ! Mais il faut dire que Felipe Gonzalez, tout en étant au gouvernement, n'a pas de pouvoir. Celui-ci est divisé entre le pouvoir militaire, l'église et la

droite. Ce n'est pas Gonzalez qui décide en Espagne. Il ne peut donner des garanties par rapport à nous. Il est important de souligner que nous n'avons pas été torturés en arrivant en Espagne, Arteche et moi. Par contre, 6 militants basques que nous avons connu là-bas, à notre arrivée ont été brutalement torturés dans les commissariats du Pays basque et à la Puerta del Sol de Madrid, commissariat connu pour ses méthodes bestiales énvers les militants basques arrêtés en Euskadi ou sur le territoire espagnol. Il faut dire que la torture se réalise en général dans les montagnes; la personne est arrêtée sans documents légaux (mandat d'arrêt, mandat d'amener...) et directement transférée dans la montagne. Là, elle est torturée et après 5 ou 6 heures, emmenée au commissariat où on lui fait signer une déclaration en blanc. Ce sont les mêmes tortionnaires qui remplissent les déclarations et ce sont ces accusations-là qui passeront devant les tribunaux. Si la personne arrêtée refuse de parler ou de signer les déclarations, les tortures continuent de plus belle. Il existe des camionnettes dans lesquelles sont installés des instruments de torture et des locaux «spéciaux» camouflés et non-officiels.

LE POUVOIR ESPAGNOL MONTE DES DOSSIERS BIDONS LORS DES DEMANDES D'EXTRADITIONS. LORSQUE TA DEMANDE D'EXTRADITION A ÉTÉ FAITE PAR L'ESPAGNE, CELLE-CI A REMIS UN DOSSIER À LA BELGIQUE. QUE CONTENAIT CE DOSSIER ?

ORMAZA : Mon dossier est signé comme un mandat d'arrêt daté de 3 semaines après mon arrestation à Anvers et sur des faits qui datent de 1979... alors que je n'avais jamais été inquiété sur le territoire espagnol avant mon arrestation. Ce qui prouve que ce dossier a été monté de toutes pièces et que mon extradition est plus que légère. Demain, n'importe quel gouvernement peut demander l'extradition de n'importe qui en inventant des dossiers, puisque la Belgique n'a pas vérifié la véracité des faits qui nous étaient reprochés. C'est le même problème par rapport à la France.
Dans ce dossier on voit que la lutte de ETA n'est pas seulement dirigée contre la police et le pouvoir militaire en Espagne; le pouvoir juridique a fait un amalgame de différents mouvements.

TU VEUX DIRE QUE QUAND ON DEMANDE DES EXTRADITIONS DE MILITANTS BASQUES ON LES ACCUSE DE N'IMPORTE QUOI, PAR EXEMPLE D'AVOIR COMMIS DES CRIMES DE SANG, D'AVOIR FAIT DES HOLD-UP, POSÉ DES BOMBES, PARCE QUE CEUX-CI ONT UN PASSÉ DE MILITANTS À LA CAUSE BASQUE. A PARTIR DE CE MOMENT-LÀ, LE POUVOIR ET LA POLICE DISENT QUE TU APPARTIENS À ETA ET QUE TU ES UN CRIMINEL, QUE TU AS FAIT DES ATTENTATS, QUE TU AS TUÉ ET ILS INVENTENT N'IMPORTE QUELS MOTIFS POUR OBTENIR CES EXTRADITIONS. DONC IL EST IMPORTANT QUE LES GOUVERNEMENTS QUI PRENNENT DE SOI-DISANT GARANTIES VÉRIFIENT SI CELLES-CI SONT RESPECTÉES ET VÉRIFIENT LA VÉRACITÉ DE CES DOSSIERS HÉTÉROCLITES ET MONTÉS DE TOUTES PIÈCES. EST-CE QUE LES DROITS DE LA DÉFENSE ONT ÉTÉ RESPECTÉS ?

ORMAZA : Il faut dire que ni moi ni Arteche ni mes avocats ont su ce qu'il y avait réellement dans ce dossier d'extradition que 48 heures avant la comparution devant le tribunal. C'est-à-dire qu'un avocat qui veut préparer une défense politique sur la question des extraditions ne peut pas le faire.
Cela prouve aussi que l'Espagne a eu certains problèmes pour remplir un dossier et cela démontre qu'il a été fait avec des suppositions et des inventions de la police espagnole et du gouvernement.

Et qu'est-ce qu'il y a dans ce dossier ? Je pense qu'il n'y a rien. Il faut dire qu'avant que notre dossier n'arrive en Belgique, les autorités espagnoles, par le biais de l'ambassade en Belgique, ont lancé de fausses et de très graves accusations mensongères en disant par exemple que Arteche a tué le capitaine Martin et a participé à différents hold-up et attaques à la bombe. Pour ainsi montrer un visage de terrorisme dangereux mais la réalité au niveau juridique doit être le dossier, et la réalité c'est que 10 jours après mon extradition ils m'ont remis en liberté provisoire.
Et cela démontre qu'aucun juge, aucun tribunal en Espagne n'est capable de me détenir dans ces prisons pour ce dossier, donc l'extradition était une extradition politique maximale parce qu'ils auraient dû me garder pour ce dossier. Cela veut dire que dans notre cas le pouvoir belge a fait le jeu de Gol et de son gouvernement.
Pourquoi ? Parce que si mon dossier est un dossier aussi faible et bien je pose la question au gouvernement belge, pourquoi est-ce que mes avocats n'ont pu voir le dossier que 48 heures avant de passer en jugement et pourquoi le gouvernement n'a pas donné le temps à mes avocats pour que ceux-ci puissent préparer une défense concrète en fonction de ce dossier.
Mais je pense que le pouvoir juridique a fait le jeu du pouvoir politique belge, dans ce cas le jeu de la politique de Mr. Gol.

NOTE DES EDITEURS

La seconde partie de cet interview sera publiée dans le prochain numéro.

NOTE DES ÉDITEURS

Nous avions promis (Hé oui !) dans le numéro précédent de publier la seconde partie du rapport politique du camarade Aremas – Secrétaire Général du PCE (R).

Cependant, suite à l'affaire «Mammouth», les flics nous ont piqué deux exemplaires (??) de ce texte.

Nous nous excusons donc et espérons que si vous le possédez vous nous l'enverrez bien vite ! Merci.

La deuxième partie est composée des chapitres suivants :

– Le nouveau mouvement révolutionnaire et ses méthodes de lutte.
– Expériences de trois années de lutte.

I. Conditions dans lesquelles les Groupes de Résistance Anti-fasciste du Premier Octobre développent leur activité.

II. Principe politique et d'Organisation des GRAPO.

III. Tenir toujours compte de la nécessité politique de chaque action.

IV. A propos des cadres

V. L'homme et l'arme

VI. Information et investigation

VII. Comportement devant la police

«Toutes ces actions s'insèrent dans la riposte populaire au gouvernement français pour sa politique contre les réfugiés».

Bilbao, dimanche 7 octobre

Une manifestation interdite contre les extraditions et les déportations réunit quelques milliers de personnes.
Un grand déploiement de police tenta d'empêcher par tous les moyens et de manière brutale toute tentative de concentration. Suite aux charges policières, des dizaines de personnes durent être hospitalisées. Il y eut plusieurs interpellations.
Cela ne put empêcher que pendant plus de deux heures des milliers de personnes réparties dans divers endroits de la ville (avec mise en place de barricades) scandent leurs slogans contre les extraditions, pour l'ETA, contre le PSOE et la police.

Galdokao, 14 octobre

L'ETA (m) a revendiqué l'attentat du 14.10 à Galdakao. Un engin a explosé lors de la relève de la Garde Civile, qui surveille l'usine d'explosifs de Riotinto.
ETA militaire, dans son communiqué, se réfère aux déclarations du chef de l'Etat-Major de la Garde Civile; le général Casinello. Déclarations dans lesquelles il affirmait que la lutte contre ETA «est une guerre».
ETA militaire indique alors :
«Si c'est une guerre, il est évident que tous les basques emprisonnés sont des prisonniers de guerre et les exilés peuvent se rattacher aux droits internationaux de réfugié politique».
«Le gouvernement du PSOE élève à un niveau illimité les mesures répressives contre le peuple basque, mesures qui satisferont pleinement les pouvoirs factices».
«La crise du PNV est due aux ambitions d'une minorité qui se partage l'argent des travailleurs basques. Ceci démontre bien que la direction de ce parti est capable d'étouffer la souveraineté de notre peuple et le condamner au provincialisme basque».
Et finalement :
«Nous sommes un peuple qui marche vers sa libération nationale».

Orereta (localité de Guipuzcoa), 17 octobre

L'ETA militaire revendique l'attentat contre Vicente Gazate considéré comme délateur de police.
L'ETA (m) considère que les forces policières *«du gouvernement du PSOE ne jouissent pas de la confiance du peuple basque. Raison pour laquelle la police se voit obligée de s'infiltrer dans les mouvements populaires, essayant ainsi de contrôler la société basque où ils ne peuvent s'intégrer».*
Le communiqué ajoute que tous les collaborateurs des forces policières sont à même de subir le même sort s'ils ne cessent pas leurs rôles de délateurs.

Bilbao, dimanche 21 octobre

Environ 30.000 personnes participerent à la manifestation contre les extraditions et déportations, appuyée par de nombreuses organisations politiques, syndicales et culturelles. Les manifestants, lancèrent pendant plus de deux heures des slogans en faveur de l'ETA, pour la défense de l'amnistie et pour l'indépendance du peuple basque.

San Sébastian, 22 octobre

ETA (pm) réfute les accusations diffusées par l'agence de presse espagnole (EFE). Accusa-

Nouvelles du Front!

EXTRADITIONS

Le 28 septembre 1984, le gouvernement français extrade trois militants nationalistes basques : Francisco Lujambio Galdéanu, J-M Martinez Beistegi et Jose Carlos Garcia Ramirez.
De la prison de Carabanchel, les trois réfugiés extradés ont fait connaître le 5 octobre le communiqué suivant :

«Depuis l'hôpital de Carabanchel, nous considérons que ce que le gouvernement espagnol tient à présenter comme une victoire politique est loin de l'être; bien que la demande d'extradition qui pesait sur nous et la déportation de nos compagnons ait été réalisée».

«Nous entendons la réponse populaire et les nombreuses démonstrations de solidarité comme un triomphe attribuable, une fois de plus, au peuple basque, principal protagoniste de ce conflit».

«Ce qui est clair, c'est la capacité de réponse à ces attaques, destinées intentionnellement à annuler l'Euskadi et son peuple comme ayant une identité propre».

«Nous réaffirmons notre fierté d'appartenir à un peuple qui n'est pas disposé à renoncer à ses droits légitimes et nous continuons à encourager cette constante dynamique de lutte, capable de contrer l'offensive des gouvernements français et espagnol. Lutte en appui aux revendications en cours, à la situation des réfugiés et prisonniers dans les prisons espagnoles, et en particulier la situation dramatique dans la prison d'extermination d'Herrera de la Mancha».

Ces trois ex-réfugiés basques ont été transférés le 10 octobre de l'hôpital de Carabanchel à la prison d'Alcala-Meco où se trouvent d'autres détenus politiques basques, ainsi que des membres des GRAPO, de l'ETA et des Commandos Autonomes.

ACTIONS DE SOLIDARITÉ ENVERS LES CAMARADES EXTRADÉS

RFA
Frankfurt, le 12 octobre 1984

Un attentat à l'explosif contre le «Crédit Lyonnais» a été revendiqué par le front anti-impérialiste. Il n'y eut aucun blessé mais des dégâts matériels importants. Voir communiqué.
Quelques jours auparavant, des camarades avaient versé 5 litres de peinture dans le «Crédit Commercial». Un bureau du SPD fut également «colorié» avec comme inscription sur la façade du bâtiment :
«Attaquer le SPD comme promoteur du projet impérialiste de l'Union Européenne».

PORTUGAL, le 15 octobre

Une bombe explosa devant les bureaux de la banque du «Crédit Franco-Portugais» (filiale du «Crédit Lyonnais» français) à Lisbonne. Au même moment, une bombe explosait devant la porte de la succursale de la même banque à Mantosinhos dans la banlieue de Porto. Il n'y a pas eu de victimes, mais les dégâts sont importants. La même nuit, une bombe placée devant une compagnie d'assurance française «La Préservatrice» dans un quartier de Lisbonne, n'a pas explosé.
C'est l'organisation FP25A (Front Populaire du 25 Avril) qui a revendiqué ces attentats.
Ce sont des actions en solidarité avec les réfugiés basques en France.

ESPAGNE

Les GRAPO (Groupes de Résistance antifasciste Premier Octobre) ont attaqué et fait exploser le 14 et le 15 août des engins dans les centres officiels et les représentations françaises à Madrid, Barcelone, Grenade, Avilès, Coruna, Gijón et Majahanda. Ces actions s'unissent à celle du 14 juillet 1984, lorsqu'un des commandos a assailli, exproprié et dynamité la succursale du «Crédit Lyonnais» a Barcelone.

tions affirmant que des membres de l'ETA politico-militaire auraient été séquestrés et menacés par l'organisation.
Ces membres voulaient soi-disant bénéficier de la *«réinsertion»*.
l'ETA (pm) qualifie ces accusations de cumuls *«de fausses affirmations»* diffusées *«par une Agence de presse espagnole dont l'histoire de collaboration avec le Ministère de l'Intérieur contre les basques est connue de tous»*.
«La véritable intention politique de cette manœuvre est de minimiser l'organisation de lutte contre la collaboration policière internationale et la répression des extraditions. En fait, cette agence ne fait que mettre en pratique le plan ZEN (*). Les responsables de telles informations servent fidèlement les chefs du Ministère de l'Intérieur et en cela sont co-responsables des actions répressives contre les prisonniers, réfugiés et déportés».
Le communiqué rappelle que leur organisation a été la première à souffrir des extraditions et de ses conséquences répressives.

Et ajoute qu'elle ne *«tolérera pas la libre action et la parfaite coordination établie entre le Ministère de l'Intérieur et certains milieux de presse ainsi que certains partis politiques avec leurs délateurs repentis et réinsérés»*.
La déclaration se termine par l'appui de l'organisation à la manifestation du 21 à Bilbao.

NOTE

(*) Le plan ZEN est un plan de guerre, il regroupe les mesures contre la lutte en Euskadi Dont :

- Un recensement de la population basque, s'appuyant sur des citoyens bénévoles, véritables auxiliaires de renseignement. C'est l'institutionnalisation de la délation quotidienne.
- Une amnistie pour les militants qui donneraient des gages de leur retrait de la lutte armée, une loi de repentis fabriquée d'après le modèle italien.
- Mise en place d'un stratagème pour infiltrer l'ETA (!!!)
- Proposition d'un système de récompenses économiques pour tous les délateurs qui aideraient à la lutte contre le terrorisme.
- L'Informatisation de la répression : *«Informatique anti-ETA»*, traitant, concentrant les informations obtenues par le contrôle de la population, et celles acquises par les interrogatoires, par la délation.
- 15.000 millions de pesetas pour matériel et mercenaires.
- Opérations spéciales : présence importante de policiers dans les rues et les routes pour contrôle de la population. Défense des agences, banques, etc..., et protection des personnes dites *«séquestrables»* !

Les éditions Anti-Impérialistes.

Subversion n° 1 : 150 FB ; 120 pages

Subversion n° 2 : 150 FB ; 110 pages

Cahier Spécial Subversion : Brigade de Palmi des Brigades Rouges : 50 FB ; 25 pages

L'Abeille et le Communiste (BR) : 50 FB ; 20 pages

Ligne Rouge : 25 FB

Pour nous contacter il est préférable d'écrire seulement l'adresse sans mentionner le nom de la revue. Merci.

Contact (sans autre mention)
BP 1682
Bruxelles I
Belgique

Correspondance Internationale :

n° 1 : 176 pages ; 35 FF

n° 2 : 200 pages ; 35 FF

Contact : c/o Librairie Parallèle
47, rue St Honoré
75001 Paris

L'Internationale : 15 FF

Contact : Le Jargon Libre
6, rue de la Reine Blanche
75013 Paris

Action Directe
Continuité d'un projet communiste
(pages 7 à 10)

l'internationale



Un texte d'Action Directe
« Une tâche révolutionnaire, le combat international »
(Lire pages 3 et 4)

l'internationale

Confédération Générale du Travail

GUERRE A LA GUERRE !

Dans les Balkans, LA GUERRE EST DÉCLARÉE !

DOSSIER PORTO RICO LUTTE REVOLUTIONNAIRE AUX U.S.A.

l'internationale

10 F mensuel — N° 1 octobre 1983

Détruire le parti de la guerre



SOMMAIRE

Dossier luttes révolutionnaires aux USA (II) : les Noirs Américains

l'internationale

10 F • Mensuel — N° 2 • Décembre 1983

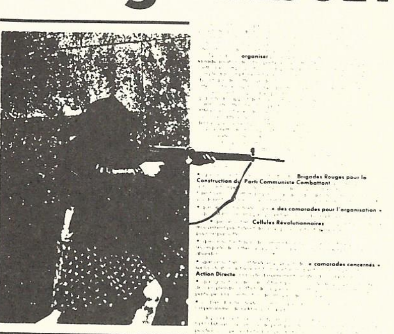


Dossier Canada
De l'action directe à l'action antiimpérialiste
(pages 7 à 10)

l'internationale

10 F • Mensuel — N° 5 • Mars 1984

S'organiser.

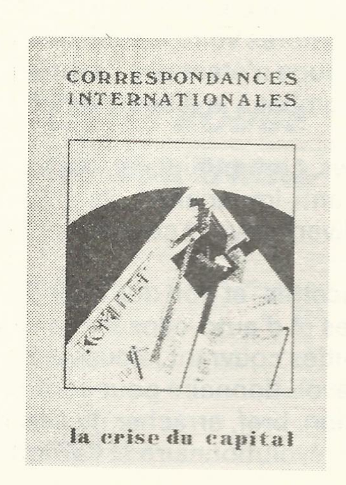



subversion




Brigade de Palmi
des Brigades Rouges
-Décembre 1981-
CRISE, GUERRE
ET INTERNATIONALISME
PROLETAIRE


L'ABEILLE
ET LE COMMUNISTE
collectif
des prisonniers communistes
des brigades rouges


CORRESPONDANCES
INTERNATIONALES
la crise du capital


CORRESPONDANCES
INTERNATIONALES
l'abeille et le
communiste

Ligne Rouge est un projet militant d'édition anti-impérialiste.

Le collectif animant le projet des éditions Ligne Rouge limite les activités de Ligne Rouge à la seule production et distribution la plus large de recueils de documents anti-impérialistes offensifs dont il estime réel l'intérêt apporté par ces derniers au mouvement communiste révolutionnaire.

Si le choix de ces documents est partisan dans la mesure où l'identité politique des militants animant Ligne Rouge détermine globalement cet outil, il est néanmoins large puisque la publication de textes vis-à-vis desquels certains membres voire la totalité du collectif se démarque politiquement est parfaitement envisageable, Ligne Rouge n'étant pas l'expression d'une organisation mais un outil d'information, de réflexion et ainsi de combat á la disposition de tous.

Ces documents (textes, interviews, communiqués...) pris en charge par Ligne Rouge recouvrent donc des réalités multiples du combat anti-impérialiste, ils proviennent de pôles politiques différents, de plusieurs époques historiques, de divers pays et continents.

Briser le black-out qui vise certaines facettes - et non des moindres - du combat anti-impérialiste, rompre d'avec les pratiques de censures et d'auto-censure dans lesquelles on se réfugie frileusement, extraire les textes hors des cercles d'initiés couvrant jalousement et stérilement leurs monopoles militants, fouiller dans le passé du mouvement révolutionnaire pour confronter sereinement les expériences hâtivements oubliées avec notre situation, bref, arracher du silence et porter massivement au grand jour notre patrimoine - passé ou présent - de révolutionnaire et l'affirmer comme arme pour notre devenir.

Voilà la tâche que s'est fixé Ligne Rouge, à travers un premier outil : le cahier mensuel des éditions Ligne Rouge.

Ces cahiers présenteront plusieurs documents dont les origines différentes seront volontairement choisies, afin de briser les fausses cloisons de sectes, et d'obtenir des confrontations que nous espèrerons fertiles entre textes anciens et nouveaux, entre documents venant des centres impérialistes et de libération nationales etc...

Afin de nous restituer notre mémoire, de nous donner une vision plus large, plus précise et plus correcte de l'affrontement aujourd'hui, afin donc de nous donner ces armes dans notre combat présent et futur contre l'impérialime, le collectif des éditions Ligne Rouge lance un appel à tous les éléments anti-impérialistes offensifs, à toutes les organisations révolutionnaires, à travers cet outil-qui est le leur.

contact:
BP 1682
Bruxelles 1
Belgique

Nous appelons les groupes, organisations, militants se revendiquant du combat pour le communisme, du combat contre l'impérialisme, de la lutte armée révolutionnaire, à nous faire parvenir leurs revendications d'actions, communiqués de guerre, déclarations, textes politiques, que nous contribuerons à faire connaître et utiliserons pour avancer ensemble.

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 09/83 - Brigades Rouges: deux textes sur la condamnation de R. Peci / B.R.: Lettre ouverte à A. Buonavita qui a été brigadiste / GFPI: Attaque contre l'ambassadeur de RFA / FARL: Exécution de Barsimantov / 15-21/7: 2 actions anti-impérialistes à Paris / La guerre des partisans, Lenine / "Mvt du 2 juin": Déclaration de dissolution / Prog. Com. n°11: "Auschwitz ou le grand alibi"



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

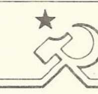
LR 10/83 - Brigades Rouges: deux communiqués au Procès Moro, par le PCC et par le PGPM / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologies / ARC: Communiqué / PCE(r) et G.R.A.P.O.: Communiqué des prisonniers.



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 11/83 - Brigades Rouges: véhicules de la mémoire et nouvelle organisation de la subjectivité / Déclaration d'un groupe de communistes prisonniers en Italie / Le Terrorisme, Trotsky / Brigade de la Colère: Communiqués et chronologie / La Direction politique et militaire dans la lutte de masse du peuple, Lénine / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique.



03

LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

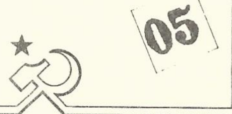
LR 02/84 - Déclaration de Marina da Silva et Frédéric Oriach / Brigades Rouges - Colonne Walter Alasia: "Encore un pas" / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (II) / Communiqués des Groupes de Résistance Anti-fascistes du 1er Octobre / 13/09/83: Communiqué de l'action "17/9 Sabra et Chatila" Hambourg



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR 03/84 - GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique(III) / GRAPO: Entrevues et communiqué: De véritables changements ou guerre révolutionnaire ouverte / Déclaration de Marina da Silva / Brigades Rouges: Communiqué sur l'exécution de Ray Leammon Hunt, Directeur Général de la "Force Multinationale d'Observation au Sinaï".



LIGNE ROUGE

LIGNE ROUGE

LR avril 84 - Entretien avec Fernando Arenas, Secrétaire Générale du Parti Communiste Espagnol (reconstitué) / Brigades Rouges - Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative / GFPI: La lutte armée comme stratégie et comme tactique (IV) / Communiqué de la Fédération Syndicale Révolutionnaire au Salvador



06

LIGNE ROUGE

LR mai I984 - Numéro Spécial. Brigades Rouges: Késolution Stratégique r.°I9; Les luttes de la classe ouvrière et la situation politique générale italienne.



LIGNE ROUGE

LR juin 84 - Attentat de l'Unité de Résistance Armée / Communiqués de l'United Freedom Front / Communiqué de l'Alliance Révolutionnaire Caraîbe / BR: Contribution au débat sur la torture / Trois communiqués de l'Armée Kévolutionnaire Arménienne / Attentat des Cellules Révolutionnaires / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.





LIGNE ROUGE

LR octobre 84 - Trois communiqués des Cellules Communistes Combattantes contre Litton Business, M.A.N. et Honeywell / Rapport politique du camarade Arenas-Secrétaire Général du Parti Communiste Espagnol (reconstitué)- / Pour l'insoumission bretonne / Nouvelles du Front / Les éditions Anti-Impérialistes.

